

41^e RAPPORT ANNUEL: LA PRODUCTION AGRICOLE LIBANAISE EN 93

1 PRESENTATION

Pour la quarante et unième année, le Rapport annuel sur la production agricole libanaise se veut une synthèse des éléments ayant marqué ce secteur au cours de l'année 1993. Il couvre l'ensemble des activités des règnes végétal et animal. Il en analyse les principaux aspects naturels, techniques et économiques, pour aboutir à des données chiffrées en quantité et en valeur de production.

A l'origine et jusqu'en 1973, notre Rapport se basait sur les statistiques du ministère de l'Agriculture, complétées par un travail approfondi sur le terrain. Depuis et après bientôt quatre ans que la guerre du canon se soit terminée, il est fort regrettable que l'Etat libanais n'ait pas réussi à reconstituer un service statistique disposant d'une collecte de données fiables. Il semblerait que les responsables des destinées du Liban aient sciemment décidé de ne pas assurer des données chiffrées globales et complètes; elles pourraient, d'une part entraver leurs intérêts personnels ou leur politique sectorielle propre, alors que d'autre part elles représenteraient une base gênante pour l'évaluation du résultat de leur activité au service de l'intérêt public.

C'est dans ces conditions que, depuis 1980, nous avons fondé le Centre de Recherches et d'Etudes Agricoles Libanais (CREAL). Après quatorze années de travail soutenu dans des conditions souvent ingrates, l'équipe du CREAL groupe aujourd'hui trente six chercheurs dont quatorze travaillent chacun dans sa branche scientifique à partir du siège du CREAL alors que les vingt autres sont des ingénieurs de terrain, responsables des projets de recherche agronomique et des enquêtes. L'ensemble assure la collecte et l'analyse de données aussi exactes et complètes que fiables et opérationnelles.

Pour ce faire, le CREAL a divisé le territoire national en 92 Petites Régions Agricoles (PRA), caractérisées par leur homogénéité climatique, agronomique et socio-économique.



Par Riad Fouad SAAD

Pour chaque PRA, le CREAL étudie de manière suivie les divers aspects des productions animales et les campagnes des diverses cultures. En 1993, 434 campagnes végétales ont été couvertes ainsi que 15 domaines des 5 productions animales retenues.

Les ingénieurs de terrain, encadrés par le chef de Projet, entreprennent leurs enquêtes de manière continue. A la fin de chaque campagne, les éléments naturels et agronomiques ainsi que les résultats microéconomique et macro économique sont traités en vue de produire un état exact de la campagne. En fin d'année, la consolidation des campagnes d'une même culture permet d'en déterminer la situation.

Le Rapport annuel sur la production agricole libanaise apparaît alors comme une synthèse condensée de tous ces travaux. Il en retient les traits principaux et souligne les aspects saillants.

Fin 1993, le CREAL a achevé l'informatisation des opérations de collecte, de stockage et de traitement des données. L'exploitation des techniques de pointe nous permet de cerner les sujets d'encre plus près et de disposer de manière quasi-immédiate des informations requises. La mise en place de ce système et la formation de notre équipe ont retardé la parution de notre Rapport pour 1993 de près de trois mois. Nous le regrettons vivement et assurons tous ceux qui expriment annuellement leur intérêt envers nos travaux, d'une meilleure exactitude pour les années à venir.

Par ailleurs, dans un souci d'éviter de surcharger notre Rapport annuel et pour la première fois depuis quarante ans, les données chiffrées de 1993 ne sont pas publiées. Le Rapport intégral chiffré ou des chapitres particuliers chiffrés, peuvent être obtenus auprès du chef du Projet au CREAL. Nous donnons un exemple de présentation chiffrée dans le chapitre des céréales. A noter que par ailleurs, les données détaillées, agronomiques et économiques (micro et macro), concernant une culture ou ses campagnes, sont également disponibles au CREAL.

2 - LES CONDITIONS CLIMATIQUES DE 1993 ET LEURS CONSEQUENCES SUR LA PRODUCTION AGRICOLE

Par son relief très varié (85% de montagnes culminant à des altitudes relativement élevées, 3083m) le Liban bénéficie d'une diversité de climats particulièrement exceptionnelle pour un si petit territoire (10500 km²).

De subtropical sur la côte Sud, le climat devient méditerranéen à tempéré en montagne; il est semi continental en Békaa et s'approche du subdésertique au Nord-Est.

La production végétale reflète par sa grande variété une exploitation optimale de cette diversité de climats. La production animale souffre de l'absence de pâturages permanents, les pluies s'arrêtant en avril pour ne reprendre qu'en novembre. Bien que les saisons soient marquées (surtout celle des pluies et celle de la sécheresse), d'importantes variations climatiques sont constatées annuellement qui affectent les cultures à divers niveaux.

Pour l'année 1993, nous noterons que les pluies de l'automne 92 qui concernent de nombreuses productions semées à cette époque pour être récoltées en 93, sont arrivées relativement tard: 15 novembre. Elles furent immédiatement suivies de tempêtes et de neiges en montagne, aussi bas que 400m! Sur la plaine côtière, des pluies torrentielles se succédèrent avec une baisse importante des températures et le gel les 5, 6 et 9 décembre. Ce climat plutôt dur pour la saison a négativement affecté les récoltes d'hiver tel les légumes de plein champ et ceux cultivés sous abris ainsi que les grandes cultures et l'arboriculture de la côte: bananes et agrumes.

Le froid s'est poursuivi en hiver avec de fortes chutes de neige en montagne et des pluies torrentielles sur la côte (inondations du 8 janvier). Le gel du 17 janvier a détruit une partie des cultures sous serres. Février fut marqué par la neige et par de fortes pluies; le gel sévit les 2, 4, 16 et 17 de ce même mois. Mars observa des chutes nuisibles de grêle. Les cultures à récolte printanière et certaines cultures arboricoles subirent de graves dégâts. Il en fut de même pour de nombreuses fermes avicoles.

Le printemps fut marqué par le gel début avril. Par la suite, ce mois fut sec. Mai commença par des pluies et des tempêtes, un coup de gel en ses premiers jours et une vague de chaleur pour le clôturer. Juin fut chaud. Le printemps 93 est à considérer comme dur pour l'ensemble des cultures.

L'été débuta par une tempête de vents chauds en juillet. Août fut normalement chaud alors que septembre, assez chaud, ne bénéficia pas des traditionnelles pluies de sa seconde moitié. Ce climat favorisa le développement des parasites et affecta certaines récoltes estivales.

L'automne fut marqué par un mois d'octobre sec aux températures élevées; à noter une tempête de vents chauds sur la côte le 17 octobre qui affecta les légumes d'automne et certaines cultures arboricoles. La saison froide commença brusquement le 11 novembre avec de la neige sur les montagnes et des pluies torrentielles dévastatrices sur la côte et en moyenne altitude. Une tempête de neige suivit en montagne le 15 novembre, alors que sur la côte les vents forts arrachaient les couvertures des serres entraînant de graves dégâts surtout sur tomates et affectaient les autres cultures tel les agrumes et les bananes. Décembre fut plutôt sec et le niveau de l'eau au lac du Karaoun fut très bas en comparaison avec les années précédentes.

1993 sera considérée comme une année dure pour les cultures, marquée par des tempêtes, des coups de gel et des vagues de chaleur qui affectèrent l'ensemble des cultures. Les détails des conséquences des conditions climatiques sur les cultures sont donnés dans chaque chapitre de notre étude.

NOTRE APPRECIATION

Mener à bien un programme de Recherches englobant tous les aspects d'un secteur de l'économie nationale, représente un pari hardi. Assurer cette entreprise dans les conditions libanaises, tient de la mission impossible.

C'est pourtant ce que ne cessent d'entreprendre les membres de l'équipe de chercheurs du CREAL.

Je me joins à l'ingénieur Hana Chéhabeddine Makké, chef de Projet, pour exprimer à chacun de nos collègues, notre sincère appréciation pour l'effort entrepris et nos encouragements les plus pressants pour continuer le challenge.

Au nom de l'équipe du CREAL, je tiens également à remercier tous ceux qui ont mis leurs connaissances et leur savoir à notre disposition afin d'assurer l'information la plus exacte.

Riad Fouad SAADE
Directeur Général du CREAL
Beyrouth le 25 juillet 1994

3 PRINCIPAUX FACTEURS AYANT MARQUE L'AGRICULTURE LIBANAISE EN 1993

Rescapée de la guerre de 1975 - 91 pendant laquelle elle avait réussi à se maintenir, l'agriculture libanaise a suivi depuis bientôt 6 ans, une tendance dégressive qui, depuis 1989, devient inquiétante. Divers facteurs sont responsables de cette situation.

3.1 - AU NIVEAU DE LA PRODUCTION

La population active agricole est aussi hétérogène que les climats et les productions du Liban. Cette diversité ne facilite ni son observation ni son analyse. D'ailleurs aucune approche officielle n'est faite dans ce sens.

Une tendance doit cependant être soulignée, celle de l'exode rural et de l'émigration qui ont progressivement depuis les années 60, vidé les campagnes des bons éléments. Les agriculteurs continuent à être privés d'accès à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Les services minimum sanitaires, éducatifs, de communication et de culture sont quasi-absents des zones rurales. Les lois et règlements en matière d'exploitation agricole n'assurent pas la pérennité du travail agricole. Il en résulte une diminution de la population active agricole et une démission des Libanais face au travail agricole.

Par suite de pénurie, la rémunération de la main-d'œuvre agricole a sensiblement augmenté et dépasse de loin celle des pays limitrophes, surtout la Syrie. Il n'est pas étonnant de constater alors le débordement d'ouvriers agricoles en provenance de ce pays. Notons par ailleurs que le niveau technique des agriculteurs libanais a beaucoup baissé. L'absence de la vulgarisation agricole, de la recherche agronomique et de l'enseignement technique, livre les producteurs à eux-mêmes et entraîne des résultats peu intéressants tant au niveau des rendements qu'à celui de la qualité.

Il n'existe pas au Liban un plan d'aménagement du territoire duquel découlerait un plan d'occupation des sols. Ceci a entraîné depuis 1943:

- la perte de nombreuses plaines côtières dont les sols sédimenteux sont connus pour leur richesse agricole, au profit

d'une forêt de béton difforme et peu urbanisée;

- la destruction de l'environnement dans ces plaines côtières comme partout ailleurs où l'avancée sauvage de l'urbanisme s'est faite au détriment de la nature;

- une tendance spéculative qui a transformé le sol en élément de commerce plutôt que de le considérer comme partie du patrimoine.

Dans ces conditions le loyer des terres agricoles est quasi indexé sur leur valeur foncière, ce qui rend ce poste prohibitif.

Le crédit à l'agriculture est absent au Liban. La Banque Nationale pour le Développement Agricole a été créée en 1977. Elle reste en 1993 au stade de l'encre sur du papier. D'ailleurs, il serait très dangereux d'assurer du crédit agricole sans une politique agricole qui est toujours attendue. L'argent - s'il arrivait à l'agriculteur (...) - ne ferait que financer des opérations perdantes. A l'heure actuelle, l'agriculteur paye trop cher ses besoins financiers.

Avec un coût élevé de main-d'œuvre, une technicité affaiblie des producteurs, un coût élevé du loyer de la terre et un coût élevé du financement, la production agricole libanaise est déjà gravement handicapée à la sortie de la ferme, par un coût de production qui arrive parfois au double de celui des pays environnants.

3.2 - AUNIVEAUDELA COMMERCIALISATION

Depuis de nombreuses années, nous avons constaté, analysé, publié et même clamé la situation tragique de ce secteur. Il est la clé de la valorisation de l'effort des agriculteurs. En fait, il les pénalise, les exploite et leur assure rarement des revenus couvrant leur coût de production.

Sur le marché domestique, la vente à la consignment, le seul système admis, n'est soumise à aucun contrôle. Cet état de fait permet et entraîne des fraudes aussi grossières qu'importantes de la part des grossistes des halles. L'agriculteur les subit sans aucun moyen de défense. L'absence d'une normalisation qualitative et d'un règlement en matière de conditionnement des produits agricoles, se traduit par une anarchie complète que les halles ont intérêt à entretenir afin qu'aucun système applicable et contrôlable ne vienne déranger leurs agissements.

Le problème s'aggrave à l'exportation. L'agriculteur devient alors tributaire de sociétés qui fixent les prix de manière à ce que tout bénéfice de conjoncture du marché leur revienne exclusivement et que tout résultat négatif soit supporté par le seul agriculteur. Il faut ajouter que les paiements effectués par ces sociétés sont volontairement retardés, sans compter les faillites frauduleuses (une ou deux par année) qui privent de nombreux agriculteurs d'une part importante de leurs revenus alors que les exportateurs (souvent de nationalité étrangère) disparaissent impunément.

En 1992, l'évolution rapide et très importante du taux de change de la livre libanaise avait entraîné la faillite générale du secteur des exportateurs. Depuis, cette corporation tente de se renflouer en exploitant une fois de plus les agriculteurs. Le nombre de faillites frauduleuses est impressionnant. Certains exportateurs ont été même arrêtés.

Mais le problème le plus délicat et le plus grave, s'il ne trouve pas une solution rapide, provient de la quasi ouverture du marché libanais aux produits agricoles syriens, sans qu'aucun cadre officiel applicable ne vienne protéger la production libanaise. Nous croyons que les accords passés entre le Liban et la Syrie sont une occasion unique de définir les conditions les plus avantageuses pour les deux pays afin de rendre leurs économies plus performantes. Nous regrettons profondément l'absence totale d'un programme libanais pour le domaine



agricole, et qui serait la base de la négociation. Entre-temps les produits syriens portent un préjudice majeur aux agriculteurs libanais.

3.3 - AUNIVEAUDEL'ADMINISTRATION LIBANAISE

Le canon s'est tu le 13 octobre 1991. L'Etat libanais disposait d'un gouvernement depuis le 27 novembre 1989. Après quatre ans:

- L'Etat n'a pas encore défini ses options sociales dans le domaine agricole; il ne peut donc prétendre avoir des options économiques dans ce secteur;

- L'Etat n'a pas de stratégie pour l'agriculture libanaise qui prenne en considération la préservation des terres agricoles et des agriculteurs libanais, la sécurité agroalimentaire du pays, le rôle de l'agriculture au sein de l'économie nationale et son rôle en matière d'environnement; sans stratégie, l'Etat n'a pas de plan déterminant son cadre d'action, ni une politique agricole destinée à exécuter ce plan à travers une administration étoffée et performante.

Il n'est donc pas surprenant que, sans une intervention valable de la part de l'Etat, l'agriculture libanaise souffre de tous les maux possibles.

C'est dans ces conditions fort désavantageuses, marquées par un coût de production très élevé, par un secteur de commercialisation en faillite, et par une absence regrettable d'une intervention efficace de l'Etat, que l'agriculture libanaise a abordé et traversé 1993.

Nous présentons ci-après une étude concise des principaux aspects de chaque culture ainsi qu'une consolidation de la valeur des productions pour aboutir à la Production Intérieure Brute Agricole (PIBA).

Les détails agronomiques, micro et macroéconomiques chiffrés pour chaque culture ainsi que les études analytiques sur la production agricole libanaise au cours de 1993 peuvent être obtenus auprès du CREAL.

4 LES PROJETS DE L'ETAT LIBANAIS DANS LE SECTEUR AGRICOLE

La guerre et ses destructions ont naturellement conduit les responsables libanais à envisager la reconstruction du secteur agricole qui a subi des pertes énormes et des dommages souvent irréparables. Aussitôt que 1978, le CDR naissant entreprenait, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), une étude globale de la réhabilitation du secteur agricole (Etude de Reconstruction et de Développement de l'Agriculture Libanaise AG: DP/LEB/79/013). Pendant plusieurs mois des experts d'origines très diverses, engagés par la FAO, se sont penchés sur l'ensemble des domaines intéressant le secteur agricole libanais. Avec des résultats mitigés, ils ont proposé un plan global de redressement de l'agriculture libanaise. Il faut souligner que les chiffres qu'ils ont utilisés n'étaient pas toujours fiables vu que les dernières statistiques du ministère de l'Agriculture remontaient à 1973 et que la guerre et ses modifications souvent drastiques, rendaient leur actualisation très aléatoire. Cette entreprise fort importante,

Economie

restera unique par son aspect intégré et général. Elle a culminé par une présentation des composantes du projet en janvier 1982 et sombrera dans l'oubli d'une exécution rendue impossible par la succession des événements qui ont suivi la fin du Mandat du président Elias Sarkis. Jusqu'à nos jours, nombre d'experts s'y réfèrent sans pouvoir y trouver une base de données fiables.

Depuis 1977, la FAO, certains Etats amis du Liban et certaines ONG étrangères, ont entrepris des projets limités qui s'inscrivaient surtout dans le cadre de l'aide d'urgence au Liban. Leur aspect ponctuel s'accompagne d'une absence totale de coordination et une efficacité parfois douteuse de l'utilisation des sommes investies.

A l'heure actuelle les projets suivis par l'Administration agricole libanaise se présentent comme suit:

- Des projets assurés par la FAO seule ou en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies (UNDP - UNDCP)
- Des projets assurés par des Organismes Internationaux (IFAD), (OFID), ou par des Organismes Arabes (ADO) ou par des Etats Arabes (Koweit Fund, Saudi Fund).
- Des projets assurés par des ONG Internationales (CRS-OXFAM).



PROJETS ASSURES PAR LA FAO		
No. du Projet	Titre du Projet	Budget USD
TCP/LEB/22356	«Formation du personnel des services centraux et régionaux du ministère de l'Agriculture»	297,000.00
TCP/LEB/2254	«Assistance pour le contrôle de la Peste Bovine»	178,000.00
OSRO/LEB/301/IFF	«Fourniture d'urgence de matériel et d'équipement de pêche».	350,000.00
TCP/LEB/2357	«Campagne de vaccination des troupeaux contre Foot and Mouth Disease»	24,000.00
OSRO/LEB/302/AUS	«Urgent provision of Basic agriculture and veterinary inputs in South Lebanon and West Bekaa»	1,300,000.00
OSRO/LEB/304/MUL	«Pilot project for the strengthening of the agriculture extension service»	60,000.00
LEB/92/016	«Integrated Area development project Baalbeck - Hermel»	1,424,550.00
LEB/90/001 Phase II	«Préparation à la réhabilitation du ministère de l'Agriculture».	452,237.00
LEB/90/002	«Renforcement du contrôle sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale»	709,166.00
LEB/91/002	«Amélioration et développement de l'éleviculture au Sud Liban»	528,500.00
NECP/LEB/002/MSC	«Assistance à la planification et à l'analyse des Projets agricoles»	225,000.00
TCP/LEB/2251	«Assistance au reboisement»	155,000.00
TCP/RAB/2355	«Assessment and strengthening of plant quarantine capabilities in the Near East»	300,000.00
TCP/LEB/2255	«Réhabilitation de l'équipement de criblage et de conditionnement de semences de céréales»	123,000.00
TCP/LEB/0153 OSRO/LEB/101/IFF	«Fourniture de semences de pomme de terre aux petits paysans de la Bekaa»	460,000.00
TCP/LEB/0052	«Renforcement de la capacité opérationnelle et technique d'assistance aux agriculteurs de la station de Tal Amara».	327,000.00

PROJETS ASSURES PAR DES ORGANISMES INTERNATIONAUX		
No. du Projet	Titre du Projet	Budget USD
LEB/AGR/0027 IFAD - OFID	«Smallholder livestock rehabilitation project»	9.960.000 (IFAD) 5.000.000 (OFID)
ADO	«Projet d'amélioration des rendements de la culture de l'olivier»	

PROJETS ASSURES PAR DES ONG INTERNATIONALES		
No. du Projet	Titre du projet	Budget USD
LEB/AGR/0017 CRS	«Egg farm project friendship home»	25037 USD
LEB/ARE/0012 OXFAM-UK	«Support to rural development initiatives»	87500 USD
LEB/AGR/0026 CRS	«Bakkifa cooperation»	24410 USD
LEB/ARE/0011 CARI-SWED	«Community development Projects»	1.000.000 USD
LEB/AER/0037 AIDAB	«Agricultural Project in Akkar»	30000 AUD

PROJETS ASSURES PAR DES PAYS ET GOUVERNEMENTS		
No. du Projet	Titre du projet	Budget USD
LEB/ARE/0029 SIDA	«NGOS development Projects»	1.985.000 USD
LEB/AGR/0029 KFAED	«Administration assistance for agriculture studies and programs»	100.000 KWD
LEB/AGR/0041 SFD	«Rehabilitation of agricultural Schools»	2.000.000. USD
LEB/ARE/0013 SFD	«Hydraulic infrastructure of the village of displaced»	4.800.000 USD

Une étude approfondie de ces projets aboutit tout d'abord à constater l'absence d'une vision globale du secteur. Il manque également une articulation, une complémentarité et une homogénéité. Il n'y a aucun fil directeur, mais plutôt des semblants d'opportunités d'études ou de projets.

Ceci n'est pas étonnant vu l'absence jusqu'à présent d'un plan général de reconstruction de l'agriculture libanaise, basé sur des options sociales claires et dont découlent des options économiques réalistes.

Le projet préparé par Bechtel/Dar el Handasah: «Agriculture in Lebanon Description and Needs» dans le cadre de l'étude générale commanditée par le CDR pour la réhabilitation d'urgence, pêche par de nombreuses lacunes en matière de conception et d'ordre pratique; il ne peut en aucune manière être perçu comme une plate-forme suffisamment solide pour guider la reconstruction de l'agriculture libanaise.

Par ailleurs - et à de rares exceptions - la plupart des études ont une valeur discutable et leur utilisation restera très

limitée. Quant aux projets nécessitant exécution, nous les commenterons suivant trois types:

- * Les projets d'aspect administratif.

Il est très regrettable que la réhabilitation du ministère de l'Agriculture soit encore à l'étape des études. Le secteur agricole a besoin d'une administration forte, étoffée, équipée et performante; il ne l'a pas. Dans nos précédents rapports annuels nous parlions des rescapés de la guerre qui poursuivaient leur mission au sein du ministère; ils sont souvent encore présents mais tous admettent et regrettent la faiblesse extrême et le manque de performance des structures actuelles.

- * Les petits projets à impact limité.

A de rares exceptions, ils présentent des résultats décevants soit à cause de la manière dont ils sont conçus et exécutés, ou bien parce qu'ils se perdent dans une mer de besoins plus importants.

- * Les projets majeurs présentant un vaste impact sectoriel ou géographique.

Il s'agit principalement du Projet du développement intégré

de la région de Baalbeck - Hermel (UNDP), du projet «Smallholder Livestock Rehabilitation Project» (IFAD) et accessoirement du projet d'amélioration des rendements de la culture de l'olivier (ADO).

La lenteur de mise en place de ces projets et l'approche souvent superficielle des problèmes, nuisent beaucoup à leur crédibilité. Il est regrettable de constater que des moyens aussi importants ne soient pas traités de manière plus sérieuse, ce qui fait douter du résultat final.

A cet effet - et pour l'ensemble des projets (études ou exécution) nous n'avons pas été informés de l'existence d'un système d'évaluation continue, puis finale, des performances de chaque projet. L'absence d'une telle procédure est regrettable et n'annonce pas les résultats escomptés pour le redressement de l'agriculture libanaise.

Notons enfin que les projets étudiés par les Nations Unies et par l'Organisation arabe de développement et d'assistance à l'agriculture et au secteur rural de la zone frontalière du Sud du Liban occupé par Israël, n'ont eu aucune suite et ne figurent même plus sur l'agenda des préoccupations des responsables.

LA PRODUCTION VEGETALE

- * LES GRANDES CULTURES
- * L'ARBORICULTURE FRUITIERE
- * LES CULTURES INDUSTRIELLES
- * LES CULTURES MARAICHERES ET ORNEMENTALES
- * LES PRODUITS DE LA FORET
- * LES CULTURES PROHIBÉES

LES CEREALES

Les céréales sont une culture traditionnelle entreprise sur l'ensemble du territoire libanais. A l'heure actuelle, elles sont principalement concentrées en Békaa, marginalement au Sud et au Nord et symboliquement au Mont-Liban.

Les céréales interviennent avantageusement dans l'assotement. Ce sont également des cultures «refuge» par suite de la garantie de leur écoulement et du coût relativement réduit de leur production hautement mécanisée. Depuis 1985, les agriculteurs avaient repris de l'intérêt pour les céréales et les superficies n'avaient cessé d'augmenter. Une défection, semble-t-il passagère, fut enregistrée en 1992. Avec 1993, nous retrouvons le niveau des grandes années: 18.850 ha.

PRINCIPALES VARIETES DE CEREALES

Les producteurs libanais ont semé les variétés mises à leur disposition:

- par la direction générale des céréales et de la betterave sucrière (à hauteur de 15%),
- par les différents négociants en grains,
- à partir des grains qu'ils auraient gardé comme semence lors de leur moisson précédente. A noter que seules les quantités délivrées par la DGCBS sont garanties sélectionnées et traitées.

Les variétés semées sont les suivantes:

Blé tendre	Blé dur
- Baalbeck	- Storck
- Sannine	- Hourani
- Seri 82	- Sebou
- Haramoun	- Jouri

- Pour l'orge, la variété Baladi constitue la grande majorité des variétés semées. Elle est suivie des variétés Litani et Pitcher.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

POUR LE BLE

En Békaa, les rendements furent bons tant par la quantité que par la qualité des grains et de la paille et ce tant pour les cultures irriguées que pour les non irriguées. Certains champs proches des rivières souffrirent des gels de mai; avec la sécheresse d'avril, ils sont responsables d'une réduction de 10% du rendement moyen.

Quant à la punaise des céréales, ses effets furent insignifiants par suite d'un traitement phytosanitaire réussi.

Au Liban-Nord, la sécheresse d'avril au stade de l'épiaison ainsi que la rouille et l'antrachnose réduisirent les rendements de près de 25%.

La qualité du grain et de la paille fut quand même bonne malgré ces facteurs négatifs.

Au Sud, la sécheresse qui suivit le semis en novembre et décembre, la maladie du charbon qui apparut en avril et les tempêtes de mai au stade de la nouaison, furent responsables d'une réduction de près de 10% des rendements. Les chaleurs de juin au stade de maturation des grains entraînèrent une baisse de la qualité des grains et des rendements qui furent médiocres à moyens.

POUR L'ORGE

En Békaa, le climat fut marqué par des gels en mars qui limitèrent le développement végétatif; quant à la sécheresse



du début d'avril au stade de l'épiaison et l'élévation de l'humidité qui encouragea la rouille, ainsi que la maladie du charbon nu, qui apparut en mai, ont réduit le rendement de près de 20%. La qualité des grains et de la paille fut également moyenne.

Au Liban-Nord, le gel de fin février et la sécheresse de mars au stade de l'épiaison ont affecté les rendements de près de 10% avec une qualité moyenne des grains et de la paille.

Au Sud, le gel de mars, la rouille de mai et la sécheresse de juin entraînèrent une réduction de près de 15% des rendements avec une qualité moyenne.

DES SUPERFICIES SEMÉES EN CÉRÉALES EN 1993

La crise de la pomme de terre et le manque d'attraction des autres cultures annuelles ont rabattu les agriculteurs sur les céréales. Ainsi, tant en Békaa que dans les autres régions, une augmentation appréciable des emblavures est à souligner.

Au total 18.850 ha furent semés dont 13.068 en blé et 5.782 en orge.

ÉCOULEMENT DES CÉRÉALES EN 1993

Les producteurs de blé ont le choix entre livrer leur récolte à la DGCBS aux conditions fixées par la politique de l'Etat pour le soutien des prix du blé, ou vendre leur blé sur le marché à des négociants en grain.

Pour l'année 1993, la DGCBS a fixé les prix officiels d'achat du blé selon le barème suivant:

	Blé dur L.L/Kg	Blé tendre L.L/Kg
Premier choix	310	290
Deuxième choix	305	285
Troisième choix	300	280
Moyenne	310	290

Dans ces conditions les quantités livrées par région aux entrepôts de la DGCBS furent comme suit:

Région	Quantité/TM
Békaa	15.206.200
Nord	1.109.975
Sud	42.490
Total	16.368.665

A un prix moyen de 300 L.L/kg, l'Etat aura déboursé 4.910.599.500 livres libanaises.

La politique de soutien pratiquée par l'Etat lui a coûté pour 1993, la somme de L.L. 982.119.900 équivalent à USD 564.447.

Les 16.368.665 TM réceptionnées par la DGCBS correspondent à 44,61% du total de la production du blé au Liban. Le solde a été écoulé de manières différentes selon les régions.

En Békaa, les agriculteurs gardent environ 10% de leur récolte pour les semis de la prochaine saison et vendent les 90% restants. Près de 20% de la récolte furent vendus aux négociants à des prix variant entre 210 et 250 L.L./kg et ce avant la parution du prix officiel de la DGCBS. Quant aux 80% restants, ils furent vendus à la DGCBS à des prix plus avantageux. La paille fut écoulée entre 200 - 240 et 280 L.L./Kg, livrée sur l'aire de battage. Quant à la vente de récolte sur pied, elle atteint L.L./Ha 100.000. Pour information, le blé importé des USA ou d'Australie se vendait à USD 130/TM sur le marché local, soit 226 L.L./Kg.

Au Liban-Nord, très peu de producteurs livrèrent leurs récoltes à la DGCBS. La majorité fut vendue aux négociants car les moulins n'achètent pas les récoltes de blé du Nord vu que les moyens rudimentaires de moisson livrent un produit à haute teneur de déchets nécessitant un criblage coûteux. Le prix de vente aux négociants varia entre 250-285 et 400 L.L./Kg avec une moyenne de 300 L.L./Kg. Quant à la paille elle fut vendue livrée sur l'aire de battage entre L.L./Kg 240 et 250.

Au Liban-Sud, les prix sont plus élevés qu'ailleurs par suite des petites superficies de production et du coût de transport. Le prix du blé local fut d'environ L.L./Kg 500 alors que le blé égyptien se vendit autour de L.L./Kg 600 et le syrien à L.L./Kg 750.

Le Sud pêche également par l'absence d'entrepôts valables pour le stockage, l'humidité de ceux-ci nuit à la qualité du grain. Enfin le Sud n'est pas grand consommateur de paille. Elle s'y vendit entre L.L./Kg 240 et 250.

Dans le cas de l'orge, il semble que les producteurs de Békaa s'attendaient à des prix en amélioration sur 1992. Cependant la présence de l'orge syrienne à des prix variant entre USD 90 et 100, fixa le prix de l'orge libanaise entre L.L./Kg 208 et 261. Quant à la paille elle fut vendue entre L.L./Kg 200 et 300. La vente des récoltes sur pied fut pratiquée à L.L./Kg 100.000.

Au Nord, la majorité de l'orge fut vendue aux usines de bière à des prix variant entre L.L./Kg 200 et 210. La paille fut vendue entre 175-200 et 300 L.L./Kg. Ces prix sont meilleurs que l'an dernier.

Au Sud l'arrivée de l'orge syrienne et turque, vendues entre L.L./Kg 300 et 400, fit bon ménage avec l'orge locale dont le prix de vente fut fixé entre L.L./Kg 250-450 et 500. Le prix de la paille varia également entre 180 - 200 et 250 L.L./Kg.

ÉVOLUTION DES EMBLAVURES EN CÉRÉALES AU LIBAN										
Année	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	* 1993
Culture										
Blé	15.000	9.000	8.000	7.500	9.202	10.274	13.200	14.181	9.532	13.068
Orge	4.500	1.500	1.500	2.000	2.200	2.745	3.999	4.040	3.476	5.782
Total céréales	19.500	10.500	9.500	9.500	11.402	13.019	17.199	18.221	13.133	18.850



Campagne par Région	Superficies plantées et productives (Ha)	Production totale (TM)		Valeur de la production (LLx 1000)
		Grains	Paille	
Blé	13.068	36.687.6	37.439.0537	22.639.430
Orge	5.782	14.255	13.750.799	5.937.647
Total céréales	18.850			28.577.077

LA POMME DE TERRE

La pomme de terre constitue l'une des plus importantes cultures au Liban. Produite sur l'ensemble du territoire national à diverses époques de l'année, elle est principalement présente en Békaa et au Akkar. Elle est par ailleurs envisagée parmi les cultures de substitution du cannabis et de l'opium dans le Nord-Est du pays. En 1993, le CREAL a étudié 9 campagnes de pomme de terre, trois en Békaa, une au Akkar, une au Nord (montagne), trois au Mont-Liban et une au Sud.

LES SUPERFICIES CULTIVÉES

Il apparaît que les problèmes qui se posèrent aux agriculteurs par suite des conditions climatiques défavorables en 91 et en 92, du coût de la production élevé ainsi que d'un écoulement difficile et défavorable en 1992, ont entraîné une réduction appréciable des superficies cultivées.

LES SEMENCES DE POMME DE TERRE

Les semences de pomme de terre plantées pour les campagnes de 1993 sont d'origines diverses. Certaines sont sélectionnées et proviennent d'origines fiables, d'autres moins homogènes par leurs résultats, sont importées d'Egypte, de Syrie où elles sont produites localement.

Les semences égyptiennes sont souvent des pommes de terre de consommation que les importateurs trient pour vendre les petits calibres en tant que semences. En 1993, l'Allemagne a fait don au Liban de 950 TM de semences sélectionnées. Elles furent distribuées, à travers le ministère de l'Agriculture aux petits agriculteurs au prix réduit de dollars 150/TM. Il est à noter que ce projet n'a pas atteint les objectifs escomptés par suite du manque d'expérience et de moyens au niveau de l'Administration chargée de son exécution. Ce fait est regrettable vu que des dons similaires octroyés précédemment par le ministère français de l'Agriculture avaient pendant trois années consécutives réussi de bonnes performances au niveau des petits agriculteurs libanais.

Bien que les agriculteurs, très éprouvés par le climat en 91 et 92, aient retardé la plantation à fin janvier et à février 93, les pluies et les tempêtes de février ont retardé la germination alors que les températures très basses de mars ont affecté le développement végétatif et réduit les rendements de près de 10%.

Le climat d'avril est généralement source de mildiou de la

Campagne par Région	Mode de culture	Superficies plantées et productives (Ha)	Rendement moyen (TM/Ha)		Production totale (TM)		Prix moyen de vente (L.L./TM)		Valeur de la production (L.L. 1000)	
			Grains	Paille	Grains	Paille	Grains	Paille	Grains	Paille
Békaa	Irrigué	2.450	4.48	44.701	10.976	108.535			3.298.875	2.815.897
	N. Irrigué	4.145	32.515	21.435	134.775	7.751	300.553	259.225	4.050.709	2.066.952
	Total	6.595			244.535	18.604.5⁽¹⁾	300.553	259.225	7.349.584	4.882.849⁽²⁾
Nord	N. Irrigué	3.047	19.646	20.503	5.986	62.473	301.657	321.726	1.805.721	2.009.921
Sud	N. Irrigué	3.426	18.237	33.144	62.481	11.355	692.995	199.159	4.329.900	2.261.455
Total	Irrigué	2.450			10.976	108.535			3.298.875	2.815.897
	N. Irrigué	10.618			257.116	253.533			10.186.330	6.338.328

Campagne par Région	Mode de culture	Superficies plantées et productives (Ha)	Rendement moyen (TM/Ha)		Production totale (TM)		Prix moyen de vente (L.L./TM)		Valeur de la production (L.L. 1000)	
			Grains	Paille	Grains	Paille	Grains	Paille	Grains	Paille
Békaa	Irrigué	1.080	38.310	36.715	41.375	39.285			949.831	759.377
	N. Irrigué	3.440	21.442	1.716	7.376	45.319	229.566	193.045	1.693.282	954.761
	Total	4.520			115.135	84.604⁽²⁾	229.566	193.045	2.643.113	1.714.138⁽³⁾
Nord	N. Irrigué	437	24.176	27.986	10.565	1.223	200.000	162.243	211.300	198.423
Sud	N. Irrigué	825	20.424	32.242	1.685	2.660	334.545	228.182	563.709	606.964
Total	Irrigué	1.080			14.255	13.750.799			949.831	759.377
	N. Irrigué	4.702							2.468.291	1.760.148

(1) 8% des superficies de Békaa Nord ont été vendues sur pied (Damane) sans être moissonnées par les agriculteurs. La vente sur pied de la paille se fait entre 100 et 150 mille/Ha.

(2) 18% des superficies de Békaa Nord ont été vendues sur pied (Damane) sans être moissonnées par les agriculteurs. La vente sur pied de la paille se fait entre 100.000L.L./Ha.

(3) Valeur totale de la production de paille vendue après moisson et de paille vendue sur pied (Damane).

pomme de terre; il entraîna une réduction de rendement de près de 5% pour les cultures non traitées valablement.

La qualité fut bonne mais les rendements furent légèrement inférieurs à la moyenne. La raison pourrait être imputée à l'utilisation importante de semences locales ou non certifiées.

EN BEKAA

Pour la campagne principale et, contrairement aux deux campagnes précédentes, la plantation eut lieu dans de bonnes conditions à ses dates normales de mars-avril. Les gels de mars (les 2, 4, 14, et 17) et la tempête de début mai, retardèrent le développement végétatif. Cependant les pluies bien réparties entraînèrent un rendement bon à très bon malgré le fait que près de 80% des semences plantées ne furent pas certifiées. Le mildiou de juin 93 fut limité et rapidement traité.

Pour la campagne intermédiaire les conditions climatiques furent normales à favorables et les rendements bons à très bons malgré des attaques passagères de mildiou, pucerons et pourriture de la tige.

La campagne tardive plantée en juillet et août fut bonne malgré la tempête de neige et le gel qui a frappé la Békaa du 13 au 15 novembre.

L'ÉCOULEMENT DES RECOLTES DE POMMES DE TERRE.

La situation de la commercialisation de la pomme de terre avait frôlé la catastrophe en 1992, elle-même faisant suite à une très mauvaise campagne en 1991. Cependant 1993 devait inverser la tendance.

Plusieurs facteurs ont influencé ce changement, ils sont d'ordre interne (disponibilité de production) ou externe (disponibilité de pomme de terre sur le marché international).

Pour la campagne Akkar I, 80% de la production furent vendus en direct à des prix qui débutèrent à 287,5L./Kg baissant à L.L. 260/Kg puis clôturant à 310L./Kg. 70% de cette quantité furent destinés à l'exportation.

Quant aux 20% restants, ils furent vendus à des acheteurs de récolte à une moyenne de 1,5 million L.L./Ha payable 10% au début des arrachages, 45% après un mois et 45% à la fin des arrachages.

En 1993, tous les producteurs du Akkar encaissèrent leur dû sans les problèmes ni les fraudes enregistrés précédemment.

La campagne principale ou Békaa I commença ses arrachages mi-juin contrairement à ceux de 1992 qui furent retardés à juillet. La production de 1993 vit une évolution des prix entre L.L. 275 au début, 295 en cours et L.L. 375/Kg en fin de campagne. 60% de cette campagne furent exportés vers le Golfe.

Pour la campagne intermédiaire ou Békaa II, la réduction de la production couplée avec l'exportation de près de 40% de celle-ci aboutit à une augmentation des cours qui passèrent de 350 à 440 et clôturèrent à 550L./Kg. A noter une période exceptionnelle au cours de la deuxième moitié de septembre au cours de laquelle les prix varièrent entre L.L. 1000 et 1500 le kg par suite de spéculations résultant du manque de marchandise.

La campagne tardive ou Békaa III fut également bonne avec des prix variant entre L.L. 450 et 880/Kg; 75% de la production furent consommés localement alors que 25% étaient gardés pour être plantés (semences locales).

L'analyse du tableau chiffré des 9 campagnes de pomme de terre étudiées par le CREAL pour 1993, prouve l'importance de la Békaa suivie par le Akkar. La pomme de terre se confirme comme une culture majeure dont la valeur totale de production constitue une part sérieuse du PIB agricole. Cependant il est inadmissible de laisser un tel secteur de production à la merci de facteurs aussi imprévisibles que destructeurs.

Le Liban est un important consommateur de pomme de terre. Il a depuis quelques décennies une vocation d'exportateur. Le fait que la commercialisation de ce produit ne fasse l'objet d'aucun encadrement sérieux de la part de l'Etat, le maintient dans une position très fragile et à haut risque. L'échec des interventions ponctuelles et toujours en retard auxquelles nous avons été habitués jusqu'ici, prouve à quel point il est grand temps de repenser l'assistance de l'Etat en commençant par une politique saine de plants de pomme de terre, suivie par un plan actif de vulgarisation, couronné par une organisation de l'écoulement qui garantirait aux producteurs d'une part l'assurance de leurs revenus et d'autre part le bénéfice de leurs efforts qui jusqu'ici profite surtout aux canaux d'écoulement.

LES LEGUMINEUSES

Ces cultures sont très anciennes au Liban. Elles s'accommodent des terres non irriguées et se retrouvent surtout en Békaa, au Nord et au Sud du Liban

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

POUR LES LENTILLES

Les conditions climatiques furent mauvaises cette année en Békaa. Le gel de mars survenant au début du développement végétatif et la sécheresse d'avril et de mai à la période de la nouaison et de la maturation du grain ont diminué les rendements de près de 30%. Par ailleurs les pucerons et les nématodes apparus en avril ont affecté la production d'environ 50% vu que les lentilles ne sont le plus souvent pas traitées. C'est donc un très faible rendement de 0,98 TM/Ha de grain qui a été enregistré alors que la paille produisait 1,24 TM/Ha. La qualité de la récolte (grain et paille) fut moyenne.

Au Sud, les conditions climatiques furent moins dures qu'en Békaa; le gel de mars et les pluies et l'humidité élevée de mai n'ont réduit la production que de 10 à 25%. Quant aux nématodes dont les effets sont apparus fin avril, leur conséquence ne dépassa pas une réduction de 10% des récoltes. Les rendements sont estimés à 1,51 TM/Ha pour le grain et à 1,47 TM/Ha pour la paille. La qualité de la récolte est bonne pour les deux.

POUR LES POIS CHICHES

En Békaa, la sécheresse et le gel de mars et d'avril au début de la végétation ont affecté celle-ci. Quant à la sécheresse de mai, elle a affecté la qualité des grains des variétés locales et turques.

La variété JETTA III, plus résistante au gel et à la sécheresse, n'a pas été atteinte. Par ailleurs, elle est plus adaptée à la mécanisation de la moisson et malgré ses petits grains, elle a une plus grande capacité d'absorption d'eau ce qui la favorise auprès des industries.

La moyenne de production fut 1,24 TM/Ha pour les grains et 1,55 TM/Ha pour la paille avec une qualité bonne à moyenne. Aucun fait important n'est à signaler sur le plan phytosanitaire.

Au Nord et contrairement à la Békaa, mars et avril 93 furent pluvieux sans effets négatifs sur la végétation. Les rendements furent moyens par rapport à 92: 1,66 TM/Ha pour le grain et 1,29 TM/Ha pour la paille.

Au Sud, les pluies torrentielles de mars affectèrent certaines zones limitées. Le rendement fut meilleur qu'en Békaa: 3 TM/Ha pour le grain et 2 TM/Ha pour la paille.

SUPERFICIES PLANTEES EN LEGUMINEUSES

Les prix intéressants pratiqués tant pour les lentilles que pour les pois chiches en 1992, encouragèrent les producteurs



à développer les superficies en 1993 et ce, malgré le coût élevé de production (surtout de la main-d'œuvre).

Il faut noter que les légumineuses sont parmi les cultures les plus «capricieuses» quant aux superficies plantées. Elles changent très facilement et dans de larges proportions, d'année en année, selon les conditions du marché.

L'ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION DES LEGUMINEUSES

LES LENTILLES

En Békaa, les lentilles sont consommées sur place. Leurs prix pour 1993 débutèrent entre L.L./Kg 1500 et 1700 mais chutèrent très vite au niveau de L.L. 800 à 1000/Kg, suite à l'arrivée d'aide alimentaire syrienne sous forme de lentilles et à l'importation de lentilles turques qui furent vendues entre L.L. 1000 et 2000. Quant à la paille, ses cours furent très bas variant entre L.L./Kg 260 et 340.

Au Sud les prix furent également bas pour les mêmes raisons citées ci-dessus. Ils varièrent entre L.L./Kg 1500 et 600. La paille se vendit entre L.L./Kg 300 et 400; certains agriculteurs ne la moissonnèrent même pas, louant leurs champs à des pasteurs.

LES POIS CHICHES

En Békaa, toute la production est vendue sèche. En 1993 la qualité des grains était moyenne; la concurrence des pois chiches syriens et turques a accentué cette mauvaise situation. Le Kg fut vendu entre L.L./Kg 500 et 800. Quant à la paille, elle fut écoulée entre L.L./Kg 200 et 250.

Au Nord certains agriculteurs vendirent leur production en début de campagne (70%) et d'autres la stockèrent espérant de meilleurs cours. Mais l'arrivée des lentilles syriennes et turques baissa les prix de L.L./Kg 1000 en début de campagne à 600 en pleine campagne. A noter que près de 15% des producteurs vendirent leur récolte sur pied entre L.L./Ha 500.000 et un million selon les régions. Quant à la paille, ses prix varièrent entre L.L./Kg 250 et 350.

Au Sud la situation ressemble aux autres régions. Les prix furent cependant légèrement meilleurs: L.L./Kg 700 à 1500 pour le grain et L.L./200 à 300 pour la paille.

LES OIGNONS

L'oignon est une des cultures traditionnellement plantées sur l'ensemble du territoire libanais. Il prend l'aspect de grande culture dans les plaines de la Békaa et du Akkar alors qu'ailleurs il est cultivé dans les potagers. Dans ce chapitre nous ne traitons que l'aspect grande culture de l'oignon. Jusqu'en 1975, les oignons des variétés locales, riches en matière sèche et ayant un très fort arôme, étaient plantés pour l'alimentation (mouné) ainsi que pour les trois usines de déshydratation dont la production était destinée à l'exportation. La progression des superficies plantées était très nette entre 1970-1975. La guerre entraîna la destruction des usines et une modification dans les habitudes de consommation et les façons culturales. C'est ainsi que fut introduite une nouvelle variété d'oignons à haute teneur en eau et à goût moins prononcé (Type Texas Early Grano). Cette variété est plantée directement par semis alors que les variétés locales sont plantées sous forme de bulbilles.

LES SUPERFICIES PLANTEES EN OIGNONS

L'analyse de l'évolution des emblavures en oignons montre une irrégularité flagrante. Celle-ci n'est pas uniquement due depuis 1975 aux conséquences directes de la guerre. Elle est principalement liée à l'irrégularité chronique constatée au niveau de l'écoulement des récoltes. Après un engouement général en 1990 accentué en 1991, la réaction négative de 1992 entraîna une baisse drastique des superficies. Celle-ci

devait se ressaisir en 1993 tout en gardant un niveau très inférieur à la normale.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

Selon que les oignons sont semés ou plantés sous forme de bulbilles, les éléments climatiques ont eu des conséquences différentes en 1993.

LES OIGNONS SEMES

En Békaa, le semis a lieu en octobre-novembre, le gel de janvier 93 juste après la germination et celui de mars ont eu des effets négatifs sur la végétation. Combinés aux chaleurs de mai accompagnées d'attaques de pucerons et de maladies fongiques, ils ont réduit les rendements de près de 15%. Les rendements furent inférieurs à la normale, quant à la qualité elle fut très moyenne. Le rendement moyen de cette campagne est estimé à 30,3 TM/Ha.

Au Nord, les gels de début février 93 et l'apparition du mildiou et de la rouille fin février réduisirent les rendements de près de 5% alors que la qualité fut bonne. Le rendement moyen est estimé à 34,3 TM/Ha.

LES OIGNONS PLANTEES A PARTIR DE BULBILLES

En Békaa, les gels de mars et d'avril 93 juste au début de la croissance végétative, couplés d'attaques d'oidium et de nématodes ont réduit le rendement et la qualité en dessous de la moyenne. La moyenne de rendement est estimée à 31,75 TM/Ha.

Au Nord, le gel de mars 93 et la rouille non traitée qui apparut au début de la phase de croissance végétative entraînèrent une perte de près de 20% des rendements avec une qualité médiocre. Les moyennes de rendement sont estimées à 25 TM/Ha pour les cultures irriguées et 19,7 TM/Ha pour les non irriguées.

Au Sud, la culture de l'oignon est principalement non irriguée. 1993 fut marquée par un manque de pluies printanières, par des gels en mars en pleine croissance végétative et par l'apparition du mildiou et du charbon nu en mai par suite de la hausse des températures. Cet ensemble devait réduire les rendements de près de 30% et la qualité de la récolte fut médiocre à mauvaise. La moyenne des rendements fut de 4,86 TM/Ha pour les oignons non irrigués et de 11,75 pour les rares cultures irriguées.

L'ÉCOULEMENT DE LA RECOLTE

Pour la troisième année consécutive les récoltes d'oignons libanais furent très affectées par la disponibilité d'oignons en provenance «non régulière» de Syrie et importés d'Égypte. Ces produits furent proposés à des prix très bas souvent inférieurs au prix de revient libanais. Les producteurs locaux vendirent à perte ou stockèrent leur récolte dans l'espoir d'une amélioration des cours. Celle-ci n'eut pas lieu entraînant des pertes supplémentaires par suite d'une baisse de poids par stockage ainsi que du coût de celui-ci.

Le prix de vente des oignons de semis a varié en Békaa entre 200-350 et 400 L.L./Kg alors que les oignons syriens et égyptiens étaient proposés à des prix variant entre 175 et 350

L.L/Kg. Les oignons obtenus à partir de bulbilles furent vendus en Békaa entre 200 et 350 L.L/Kg.

Au Nord le prix de vente des oignons de semis varia entre 175 et 250 L.L/Kg alors que les oignons de bulbilles se vendirent entre 250 et 350 L.L/Kg. A noter que près de 30% des agriculteurs qui vendirent leur récolte entre 150 et 300 L.L/Kg, n'encaissèrent jamais leur dû.

Au Sud le prix de vente des oignons varia entre 300 et 500 L.L/Kg. Cette différence avec les autres régions serait due à la faiblesse des disponibilités.

Cette situation de concurrence irrégulière et non contrôlée, doublée d'un manque flagrant d'orientation et de contrôle, prouve à quel point l'absence de l'Etat peut être nocive pour l'intérêt des agriculteurs. Il est fort à souhaiter qu'une intervention rapide et efficace soit mise en place pour sauver cette importante culture.

L'AIL

Bien que limitée, la culture de l'ail représente un appoint pour les agriculteurs de la Békaa alors qu'elle est marginale au Sud. Production printanière, l'ail est soit vendu vert, soit asséché selon les cours du marché. Les variétés plantées en 1993 sont la chinoise, l'iranienne et la locale (baladi).

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

L'ail a bénéficié en 1993 de bonnes conditions climatiques,

cependant il a été affecté en Békaa par la maladie de la pourriture de la tige et par l'oïdium en avril. Malgré les traitements phytosanitaires, près de 20% de la récolte furent perdus et les rendements varièrent entre 25 et 30 TM/Ha pour l'ail vert (réduit à 15 TM/Ha pour l'ail desséché). La qualité de la production fut bonne.

Au Sud, le rendement moyen en vert fut de 21,4 TM/Ha par suite de l'utilisation de la variété baladi et de la pauvreté des techniques culturales.

L'ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION

En Békaa, 70% de l'ail furent vendus verts, le reste desséché. Les prix de la variété iranienne varièrent entre 500 et 1000 L.L/Kg alors que la Baladi se vendit entre L.L/Kg 450 et 650.

Au Sud les prix varièrent entre L.L/Kg 850 et 1150.

LES ARACHIDES

Les arachides sont une culture très marginale que nous n'étudions que pour la forme. Exclusivement plantée au Akkar après la récolte de pomme de terre, c'est une culture irriguée qui bénéficie de la fumure déjà présente en terre.

Les conditions climatiques furent bonnes sans problèmes phytosanitaires,

Les rendements varièrent entre 2,2 et 4,5 TM/Ha pour les arachides vertes et 1,75 - 1,80 TM/Ha pour les desséchées.

L'écoulement de cette production se fit à des prix variant entre L.L/Kg 400 et 500 pour les vertes et L.L/Kg 500 et 600 pour les desséchées.

L'ARBORICULTURE FRUITIERE

LES AGRUMES

Les agrumes ont trouvé un environnement idéal sur la côte libanaise. Très anciennement cultivées, les variétés locales ont été progressivement remplacées à partir des années trente par la Chammouti, la Navel et la Valencia pour les oranges alors que de nouvelles variétés de citron étaient également introduites. Avec la fin des années soixante, le Liban occupait une place importante parmi les producteurs mondiaux et exportait plus de la moitié de sa production.

De nombreux facteurs affectèrent la place prépondérante des agrumes parmi les autres cultures libanaises. Il s'agit d'abord des techniques culturales adoptées dans les agrumeraies de l'étroite bande côtière. Celles-ci ne permettent pas toujours la mécanisation et entraînent un coût élevé de production. Il y a ensuite la crise endémique au niveau de l'écoulement de la production. Aucun cadre technique ou de réglementation n'est venu depuis 1963 traiter cette question vitale.

Il en a résulté un désintéressement progressif des producteurs et une régression des superficies cultivées. 75% sont au Liban-Sud, 20% au Liban-Nord alors que les superficies du Mont-Liban sont devenues insignifiantes.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

L'automne de 1992 et l'hiver 92/93 furent très durs et les arbres perdirent leurs feuilles dirigeant l'activité végétale de l'arbre vers la reconstitution de son appareil végétatif au détriments des fruits. Auparavant les conditions du printemps 92 marquées par le froid et les pluies violentes de mars et avril au stade de la floraison et par la grêle et le froid de mai à la

nouaison, avaient particulièrement affecté la récolte de 1993. Par la suite, les tempêtes de novembre 1992 et ses pluies torrentielles entraînent la chute des fruits de mandarine, de clémentine et de Navel à hauteur de 25% de la récolte.

L'état phytosanitaire des agrumes a été traditionnellement marqué par les acariens, les cochenilles et la mouche blanche. La rentabilité de la culture des agrumes étant basse, la majorité des producteurs essayent de faire des économies en matière de traitement phytosanitaire. Ceci entraîne une baisse de la qualité des fruits ainsi que du rendement.

ÉCOULEMENT DES RECOLTES D'AGRUMES

Le coût de production élevé, la qualité réduite des fruits et l'absence d'organisation du marché des agrumes libanais, affectent de manière dramatique l'économie de cette culture.

A l'exportation, les agrumes du Liban qui jouissaient d'une réputation solidement implantée sur nos marchés traditionnels du Golfe, se trouvent ainsi relégués au rang de produit marginal. Depuis plus de quinze ans, la concurrence des agrumes turcs, égyptiens, nord-africains et bientôt sud-africains, réduit la part du marché des agrumes libanais par sa qualité homogène et meilleure et par ses prix très concurrentiels.

Le marché domestique libanais suit l'évolution du marché d'exportation. Souvent noyé par des surplus de récolte, il ne couvre même pas les coûts de production des agrumiculteurs alors que le consommateur paie le prix cher à des intermédiaires qu'aucun règlement ne retient.

Dans ces conditions les prix des agrumes varièrent beaucoup selon l'espèce et la période. Ainsi la caisse d'oranges se vendit au cours de l'année 93, entre L.L. 3000 et L.L. 12.000. Une proportion marginale de fruits de qualité

supérieure (2 à 3%) se vendit à L.L/caisse 18 à 20.000.

Quant aux citrons, ils bénéficièrent de prix meilleurs par suite des quantités réduites produites. La vente sur pied fut pratiquée à raison de L.L/caisse 15 à 25.000 payable 50% à la signature de l'accord et 50% à la fin de la récolte. Cependant nombreux sont les acheteurs de récolte qui retardèrent ces paiements alors que d'autres déposèrent leur bilan et disparurent laissant l'agriculteur sans ressources.

Les exportations d'agrumes atteignirent 66.863 TM en 1993, en régression de 15% sur 1992. Elles étaient destinées en majorité à l'Arabie Saoudite et au Koweït.

POMMES

Le pommier est un arbre qui s'accommode parfaitement au climat de la montagne et de celui du plateau central de la Békaa. Anciennement cultivé, il connut un regain d'intérêt dans les années vingt mais commença son ascension rapide à partir des années cinquante sur base de variétés américaines introduites dans la moitié des années trente. Très adapté aux cultures en terrasse de la montagne, il a également tiré profit des façon culturales de plaine, plus économiques et permettant une plus large mécanisation.

Comme pour d'autres cultures bénéficiant de facteurs favorables au Liban, le pommier a subi assez tôt les conséquences d'une absence d'orientation et d'encadrement du secteur agricole par une Administration éclairée et responsable. C'est ainsi que la crise d'écoulement des récoltes de pommes devint latente à partir de la fin des années soixante et qu'aucune intervention sérieuse n'a jamais traité ce sujet. La guerre et ses destructions n'a pas manqué d'affecter sérieusement cette culture. Ce qui en reste résulte soit d'une coïncidence soit d'un acharnement personnel de certains producteurs.

LES SUPERFICIES PLANTEES EN POMMES

Après avoir occupé au cours des années 60 une place prépondérante au sein de l'arboriculture fruitière, le pommier a beaucoup régressé. En 1993, nous notons un léger redressement en Békaa par suite de la création de nouveaux vergers. Au Mont-Liban certains vergers ont été replantés.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

Nous notons en Békaa trois facteurs climatiques ayant affecté en 1993 la production de pommes:

- le gel de fin mars et d'avril à la floraison.
- les vents forts de mai à la nouaison.
- les vagues de chaleur excessive de juin à la maturation.

Il en a résulté une diminution de près de 35% de la récolte.

Quant à la qualité elle fut moyenne à bonne par suite:

- du russet ring qui résulte de la mauvaise application de certains pesticides.
- du ver à fruit
- des acariens
- de la zeuzera qui pénètre et mine les troncs.

Au Liban-Nord, les neiges de janvier 93 ont causé la destruction de nombreuses branches. Quant à la haute hygrométrie, accompagnée de hautes températures en juin et juillet, elle a entraîné le développement de la tavelure et une baisse de rendement de près de 25% dans les vergers non traités au début de l'attaque. Le ver à fruit a également affecté la qualité des fruits qui fut moyenne à mauvaise alors que les rendements étaient moyens à bons.



Au Mont-Liban, les neiges de janvier 93 ont également cassé les branches en haute altitude (au dessus de 1500m). Quant au gel d'avril, survenu au stade de la floraison, il a diminué la production de près de 15%. La tavelure est apparue dans diverses régions et a affecté les pommiers dans des proportions différentes selon les variétés. L'oïdium est apparu en août, en fin de maturation des fruits. Le ver à fruit, les pucerons et les acariens ont fait leur apparition habituelle et, par suite des traitements phytosanitaires peu performants, ont entraîné une diminution de récolte de près de 30%. Celle-ci fut réduite en général alors que sa qualité fut moyenne à médiocre.

L'ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION DE POMMES

La cueillette débute fin juillet en Békaa et se poursuit en août et septembre au Nord et au Mont-Liban, et jusqu'en novembre en haute altitude. L'écoulement de cette production demeure un problème majeur pour diverses raisons. Comme pour les autres produits agricoles, il n'existe ni cadre juridique, ni structures techniques et de marché, capables d'assurer une commercialisation valable des pommes. Par ailleurs, les opportunités d'exportation sur l'Égypte et sur la Libye à travers des accords au niveau des Etats, ne furent pas exploitées - côté libanais - de manière sérieuse. Il est clair que les difficultés à destination ne sont pas réduites, mais l'effort officiel et privé en vue de bénéficier de ces ouvertures, naturelles et intéressantes, n'a pas été entrepris au niveau libanais. Enfin, l'importation de pommes turques en janvier 94 au moment où les pommes libanaises sont encore conservées en entrepôt frigorifique, n'a pas manqué d'affecter les agriculteurs qui espéraient valoriser leur produit et qui, de ce fait, devinrent à la merci des grossistes et exportateurs.

Parmi les aspects techniques de la commercialisation, la conservation en entrepôts frigorifiques demeure un poste très onéreux. Ainsi le coût de stockage a varié entre USD/caisse 2 et 3, pour la période se terminant fin 93 et entre 2 et 3c/caisse pour toute journée de retard. Ce coût très élevé découle principalement de l'augmentation du prix de l'électricité. Nombreux sont les agriculteurs qui préfèrent, dans ces conditions, stocker leurs pommes dans leurs maisons de montagne, pratique dangereuse s'ils n'ont pas la possibilité d'un écoulement rapide de la récolte.

En Békaa près du tiers de la récolte fut écoulé dès sa cueillette, le reste allant aux frigos. Les prix varièrent entre L.L/Kg 300 et 400 au début de la campagne et atteignirent L.L/Kg 450 à 600 jusqu'en fin de campagne. Ces prix sont considérés comme très bons par rapport aux autres régions. Quant à la vente des récoltes sur pied, elle se pratiqua à raison de L.L/caisse 3.500 à 6.000 selon la région et la qualité. La cause du bas niveau des prix est liée à la qualité inférieure des fruits et à l'excédent de production non écoulé à l'exportation.

Au Liban-Nord, la campagne démarra avec lenteur et accusa une forte stagnation avant de se terminer sur une note plus positive qui reste inférieure aux attentes des

Economie

producteurs. Les prix varièrent en début de campagne entre L.L/Kg 400 et 500 sans que de grandes quantités ne soient écoulées. Ils chutèrent à L.L/Kg 350 - 450 en pleine campagne et clôturèrent en fin de campagne à L.L/Kg 600. La vente de la récolte sur pied présenta les mêmes variations: 4.000-6.000 puis 12.000 L.L/caisse. Les hauts prix correspondent à l'ouverture des marchés d'exportation; mais ceux-ci profitèrent surtout aux négociants plutôt qu'aux agriculteurs.

Au Mont-Liban, la situation a beaucoup varié selon les régions. Ainsi les producteurs du Haut-Metn vendirent 80% de leur récolte sur pied à des prix variant entre L.L/caisse 8.000 et 10.000 en cours de campagne et atteignant L.L/caisse 25.000 en fin de campagne. Au Metn-Nord, seuls 30% des producteurs vendirent leur récolte sur pied entre L.L/caisse 10.000 et 12.000. Par ailleurs les prix au Kg varièrent entre L.L. 480 et 600.

Les exportations de pommes atteignirent 32.924 TM pour la production de 1993, soit 19% de moins qu'en 1992. 37% des exportations furent destinées à l'Egypte, le reste étant exporté en Arabie Saoudite, en Libye, en Jordanie et sur divers autres marchés arabes.

LES POIRES

La culture du poirier n'a cessé de progresser au Liban comme complément à la pomme qu'elle remplace parfois. Elle est principalement entreprise dans le Nord du pays (près de 60%), en Békaa (25%), et au Mont-Liban (15%). Son fruit est apprécié tant sur le marché local qu'à l'exportation, sans pour autant avoir trouvé une stabilité de sécurité économique.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS DES RENDEMENTS DE 1993

En Békaa, les coups de froid d'avril et de mai au stade de la floraison puis de la nouaison ont entraîné la chute d'une partie des fleurs et des fruits. Ceci fut accentué par les vents de mai et les chaleurs excessives de juin pendant la maturation des fruits. Près de 20% de la récolte furent ainsi perdus avec une réduction de la qualité des fruits. Sur le plan phytosanitaire, la tavelure apparut en mai après la nouaison et occasionna une baisse de production de 8%. Quant aux pucerons, à la carpocapse et au psylle, leur impact fut réduit par un traitement valable et massif. Les rendements ainsi que la qualité du fruit furent bons à moyens.

Au Mont-Liban, les chaleurs de mai et de juin survinrent au stade de la nouaison, respectivement chez les variétés Williams et Cushi, mais n'eurent pas d'effets majeurs. Cependant l'oïdium survenu en mai à la nouaison affecta la récolte de près de 20% alors que le psylle, présent lors de la maturation des fruits, réduisit la qualité de près de 30%. Ces proportions varièrent en fonction des traitements phytosanitaires.

Au Nord, principale région de production de poires, la grêle d'avril, au stade de la nouaison pour la variété Cushi, affecta les rendements de 15% et la qualité de 25%, les fruits ayant été déformés. Les chaleurs de juin survenues juste avant la cueillette affectèrent la qualité des variétés Cushi et Succari. Quant au psylle, il attaqua près de 75% des superficies plantées; les vergers traités virent des résultats de près de 90%; cependant la qualité du fruit fut réduite.

L'ÉCOULEMENT DE LA RECOLTE

Le problème de l'écoulement des poires est très proche de celui des pommes. Aucune structure n'encadre les différentes opérations, réduisant la vente à un marché d'opportunité où les opérateurs exploitent le producteur et lui font supporter les risques et les pertes.



En Békaa, les prix ouvrirent à 800 puis baissèrent jusqu'à atteindre L.L/Kg 400. Quant à la vente sur pied elle varia entre L.L. 1.000 et L.L. 400 le Kg selon la qualité et l'époque, le paiement se faisait 20% avant la cueillette le solde après 2 mois. L'opération militaire israélienne début août 93 a paralysé l'activité dans la région du Karaoun, très riche en vergers. Une grande partie de la récolte ne put être écoulée et les prix qui avaient débuté à L.L. 15 à 18.000/caisse chutèrent à L.L. 8.000/caisse.

Au Mont-Liban, les prix varièrent selon l'époque et la qualité, entre L.L/Kg 1.500 et 700 en début de campagne pour chuter à L.L/500-600 en pleine campagne, par suite de l'arrivée des poires du Nord. La vente sur pied se pratiqua entre 8.000 et 10.000 L.L/caisse payables cash ou à deux mois. Des problèmes de disponibilité en caisses, de hausse du coût de la main-d'œuvre et de retard dans le paiement par les acheteurs de récolte (pour la plupart étrangers), furent enregistrés en 1993.

Au Nord, le coût de production fut élevé par suite de la nécessité de trier les mauvais fruits qui étaient en forte proportion cette année-là. Il est à noter que les acheteurs de récolte qui n'en sont plus à leur première formule d'exploitation des agriculteurs, ont imposé de calculer le poids de la caisse sur base de 24 Kg net alors même qu'elle est de 27 Kg net! Ceci entraîna une mise en frigo qui aurait dû être bénéfique par la suite, vu l'ouverture du marché jordanien; cependant près de 70% des agriculteurs ne furent pas payés. Près de 30% des producteurs du Nord vendirent leur récolte sur pied à un prix variant entre L.L. 9.000 et 12.000 la caisse de 27 Kg.

Il est à noter que la chute des prix fut la conséquence de l'importation de poires syriennes qui furent vendues sur tous les marchés de gros à L.L/Kg 350-500.

Les exportations de poires atteignirent en 1993: 11.664 TM soit 21% de plus qu'en 1992. La majorité fut exportée en Arabie Saoudite puis en Jordanie.

LE RAISIN

La vigne trouve au Liban un climat et des sols qui en ont fait une culture traditionnelle depuis la plus haute antiquité. Cultivées à même le sol, les variétés locales ont été progressivement remplacées par deux variétés Beitamouni (blanche-longue) et Tfaihi (ronde-rouge) qui sont menées en treilles et permettent la mécanisation des pratiques culturales. Ces variétés sont destinées à la consommation de table alors que divers viticulteurs continuent à constituer des vignobles de cépages exclusivement destinés à la cuve.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

En Békaa, la vague de froid de début mai et les chaleurs de fin mai aux stades de la floraison et de la nouaison diminuèrent la production de près de 15%. Quant aux problèmes phytosanitaires, ils furent nombreux et variés:

- l'oïdium en avril et mai attaqua tout le vignoble mais plus spécialement les variétés Beitamouni, Tfaifihi et Abaidi.

- la pourriture aigre qui a débuté en juin et s'est prolongée jusqu'en août, ainsi que l'oïdium, ont affecté les rendements à hauteur de 15%.

- le ver du fruit apparut en août et se poursuivit jusqu'au début des vendanges (en septembre). Il entraîna la pourriture des grappes.

La moyenne de production fut de 15 TM/ha pour les vignobles irrigués et de 20 TM/ha pour les non irrigués. Quant aux raisins de cuve leur rendement varia autour de 10 TM/ha.

Au Mont-Liban, les froids de mai lors de la floraison et de la nouaison ne furent pas aussi nocifs que les attaques phytosanitaires. Ainsi l'oïdium et le mildiou ont réduit les rendements de 20% et la qualité de 10% spécialement sur les variétés Maghdoush, Beitamouni et Tfaifihi. Le rendement moyen fut de 21 TM/ha pour les vignobles irrigués et de 15 TM/ha pour les non irrigués. La qualité fut moyenne à médiocre.

Au Liban-Nord, les vignobles ont été légèrement affectés par un temps variable en mai et par les chaleurs excessives de juillet au stade de maturation des fruits. Le principal problème phytosanitaire fut l'oïdium qui apparut en mai et se poursuivit en juin à la floraison et à la nouaison; il réduisit les rendements de près de 20%. La quantité produite est jugée moyenne ainsi que la qualité.

Au Liban-Sud, le froid de fin avril et de début mai survint à la floraison, alors que les vagues de chaleur sévèrent fin mai à la nouaison et en juillet à la maturation des grappes. Cet ensemble réduisit les récoltes de 25% et la qualité de 15%. Quant aux maladies, nous citerons l'oïdium apparue en mai à la floraison; il affecta la variété Yafawi. Le mildiou arriva tôt en juin au stade de la nouaison attaqua surtout la variété Héiouani. Les acariens et le ver du fruit réduisirent plus la qualité que les rendements. Ces derniers furent en moyenne de 8 TM/ha pour les vignobles non irrigués. Ce chiffre est bas en comparaison avec les autres régions.

LA COMMERCIALISATION DE LA RECOLTE

Le raisin fait face depuis de nombreuses années à une crise d'écoulement sans qu'aucune mesure ne soit prise par les autorités concernées. Un coût de production élevé, allié à une absence totale de structures de commercialisation performantes, aboutit à une situation très délicate pour cette production.

En Békaa, 40% des agriculteurs ont vendu leur récolte sur pied à des prix variant entre L.L/Kg 500 et 900. Ils furent payés moitié à la vente et moitié en fin de campagne. Quant à ceux qui préférèrent vendre aux grossistes les prix pratiqués évoluèrent entre L.L/Kg 800 en début de campagne, L.L/Kg 450 en pleine campagne et L.L/Kg 750 en fin de campagne.

Le raisin de cuve, qui est principalement produit en Békaa, a souffert d'une production réduite; ses prix varièrent entre USD 0,3 et 0,6 le Kg soit L.L/Kg 520 et 1040.

Au Mont-Liban, la situation fut meilleure que dans les autres régions. 60% des ventes furent opérées avec les grossistes débutant à L.L/Kg 1.000 puis diminuant à 800 en cours de campagne et à 600 en fin de campagne. Le reste fut vendu sur pied à L.L/Kg 400, payables 50% à la signature du contrat et 50% en fin de campagne.

Au Liban-Nord, les prix varièrent entre L.L/Kg 600 et 1.500 pour la qualité supérieure et entre L.L/Kg 300 et 450 pour la qualité moyenne. Au Akkar, 60% du raisin furent vendus sur

pied à L.L/Kg 300. Dans la région de Ehden, Bcharré et Koura, 10% de la récolte furent vendus sur pied, la caisse à L.L. 7.000, soit L.L/Kg 350.

Au Liban-Sud, les prix sont supérieurs aux autres régions; ceci est dû en grande partie à la récolte relativement réduite dans cette région. Le raisin se vendit entre L.L/Kg 2.000 en début de saison, 1.500 en cours de saison et 1.250 en fin de saison. La majorité de la production du Sud est consommée sur place.

Les exportations de raisin atteignirent en 1993, 19.474 TM soit en régression de 5% sur 1992. La plus grande partie des exportations est dirigée sur l'Arabie Saoudite. Cependant la Jordanie a importé d'importantes quantités relativement à 1992; ceci est la conséquence des accords d'échanges de produits agricoles passés entre les deux pays.

LA BANANE

Le bananier se trouve au Liban à sa limite septentrionale climatique de plantation. Il souffre du froid de l'hiver qui réduit son développement végétatif et, partant, ses rendements et la qualité de son fruit. Les agriculteurs de la côte libanaise lui ont pourtant réservé une place relativement importante parmi les autres cultures, spécialement depuis une reprise amorcée en 1991.

LES SUPERFICIES PLANTEES EN BANANE EN 1993

Elles sont en nette augmentation par rapport à 1992 dans le Sud-Liban où les producteurs ont reconstitué les bananeraies décimées par les froids et tempêtes de 1992. Quant aux agriculteurs du Mont-Liban (Damour et Jieh principalement), certains ont hésité en 1993 à développer cette culture par suite de leurs craintes des effets néfastes des éléments climatiques et face à l'instabilité chronique de l'écoulement. D'autres n'ont pas eu le temps de remettre en valeur les terres récupérées à la suite du retour des déplacés.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES PREVALANT EN 1993 ET LEURS CONSEQUENCES SUR LES RENDEMENTS

Pour la seconde année consécutive, la banane souffre des mauvaises conditions climatiques qui ont sévi au cours de l'hiver 1993. Aussi les rendements ont-ils été très affectés selon les régions, les pratiques culturales et la qualité des sols. La tempête du 23 novembre 92 fut suivie d'autres similaires en janvier et en mars 93; celles-ci furent accompagnées de gel et de grêle alors que des pieds entiers étaient arrachés par la force des vents à un stade où le développement végétatif des nouvelles pousses est le plus important. Le gel a beaucoup affecté le développement des régimes de bananes. Le rendement a varié entre 7 et 15 TM/ha. La qualité des fruits était moyenne à mauvaise; 40 à 60% de la récolte furent détruits surtout dans les régions nordiques.

Notons cependant que le mauvais climat n'a pas eu en 1993 le même impact qu'en 1992 sur les nouvelles pousses (destinées à 1994); seuls 10% de celles-ci furent détruits ce qui est encourageant pour la saison prochaine.

LA COMMERCIALISATION DE LA RECOLTE

L'écoulement de la production nationale de banane est tributaire des importations de bananes en provenance d'Amérique centrale.

Durant la guerre, ces importations n'étaient tenues par aucune réglementation et elles s'opéraient en fonction du seul intérêt d'un groupe très restreint d'importateurs sans tenir compte des intérêts de la production locale. Les licences d'importation délivrées par le ministère de l'Agriculture ne faisaient qu'aggraver cette situation en couvrant les

importateurs alors qu'elles étaient supposées protéger les producteurs.

Le ministre de l'Agriculture est intervenu en novembre 1992 pour mettre un terme à ce chaos en décidant en un premier temps l'interdiction de l'importation des bananes. Une période de grâce fut laissée aux détenteurs de licences d'importation. Par la suite, courant 1993, une décision d'assainir le marché fut prise; la libéralisation des importations fut décidée contre paiement de taxes douanières relativement élevées. Un forfait de L.L./550/Kg est collecté et les taxes municipales et de port sont calculées sur base d'un prix fixé par les douanes.

Cette intervention de l'Etat semble avoir stabilisé le marché de la banane et créé un réel regain d'intérêt chez les producteurs.

Les prix pratiqués pour les bananes du Mont-Liban ont varié entre L.L. 700 et 1.500 pour clôturer à L.L. 2.000. Au Sud ces prix furent supérieurs vu la meilleure qualité des fruits (L.L. 1.500-1.750-2.500).

A noter que le prix des bananes importées au marché de gros a varié selon les saisons entre L.L. 1.000 et L.L. 2.500.

LES FRUITS DIVERS

La vocation du Liban en matière d'arboriculture fruitière a permis le développement d'un nombre impressionnant de ces cultures. Dans notre rapport nous avons déjà étudié ci-avant, les agrumes, les pommes, les poires et la vigne. Dans le présent chapitre, nous regroupons une dizaine de productions fruitières qui, bien que couvrant individuellement des superficies inférieures aux autres, n'en demeurent pas moins aussi importantes.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

Les éléments climatiques ont des conséquences diverses selon les cultures et les saisons. Cependant les parasites prennent depuis quelques années une importance croissante dépassant dans plusieurs cas les dégâts du climat.

Ainsi, dans le cas des pêches, les pucerons, la mineuse du pêcher et la zeuzère sont apparus aux stades de la floraison et de la nouaison. A noter également la présence de maladies tel l'oïdium et la cloque du pêcher dont la présence est souvent due à la faiblesse des traitements préventifs d'hiver et à l'absence de destruction des feuilles malades à l'automne. La récolte fut affectée par ces parasites, à hauteur de 15% pour la Békaa et de 20% au Mont-Liban alors que la situation phytosanitaire était bien meilleure au Nord.

Les prunes ont souffert des coups de froid de mai au stade de la nouaison, accusant des pertes de rendement variant entre 12% pour la Békaa et 20% pour le Mont-Liban. Ces pertes furent accentuées dans ce dernier district par la carpocapse et la moniliose qui apparurent plus tard, dans la saison. Au Nord, le rendement fut affecté par l'apparition de la tavelure à la floraison alors que les pucerons qui attaquèrent les fruits en pleine maturation en Békaa, en affectèrent la qualité.

Les abricots du nord de la Békaa ont souffert des coups de froid de mars (à la floraison) et de début mai (à la nouaison), réduisant les rendements de près de 20%. Les pucerons qui attaquèrent les variétés Ajami et Kallani en avril (à la nouaison). Le ver du fruit, la zeuzère et la moniliose, affectèrent la qualité des fruits et diminuèrent les récoltes de 10%.

Les cerises furent marquées par les froids de mars (à la floraison) et par les chaleurs de mai (à la maturation des fruits) réduisant les rendements de 10% en Békaa et 20% au Mont Liban pour les variétés Karaouni et Sukkari. Une autre



réduction estimée à 15% survint à la suite d'attaque de la mouche des cerises et de la zeuzère et de la moniliose en avril et mai. La qualité des fruits en a également souffert.

Les amandes, surtout la variété «Aouja» consommée verte, souffrirent à la floraison d'une vague de froid en mars et de la sécheresse d'avril. L'oïdium apparut en mars au Mont-Liban et le ver du fruit en avril à la nouaison en Békaa, entraînant une baisse des rendements d'environ 10% en Békaa et 25% en Mont-Liban.

Enfin le kaki fut attaqué au début de la maturation des fruits par le ver du fruit avec pour conséquence une baisse de rendement de près de 20% en Békaa et au Mont-Liban.

L'ECOULEMENT DES RECOLTES

Cette opération essentielle pour valoriser l'effort des agriculteurs a été marquée en 1993 par une diminution des quantités exportées et par l'arrivée souvent massive de fruits similaires provenant de Syrie.

Les prix des prunes baissèrent sensiblement par suite de la concurrence des prunes syriennes vendues au marché de gros et demi-gros entre L.L/Kg 300 et 400. Les prix pratiqués pour la vente sur pied baissèrent en Békaa au seuil de L.L/Kg 150 et 200. Au Mont-Liban le prix de gros débuta entre L.L/Kg 500 et 700 pour baisser à L.L/Kg 300 à la suite de l'arrivée des prunes syriennes.

Les abricots se comportèrent en 1993 mieux qu'en 1992. Cependant le coût de production resta relativement élevé et un excédent de production fut enregistré par suite de difficultés rencontrées à l'exportation et à cause de l'arrivée d'abricots syriens qui furent vendus entre L.L/Kg 300 et 350. Près de 10% de la récolte est normalement destiné à la transformation industrielle. Les acheteurs de récolte continuèrent en 1993 à subir les interventions négatives alors que certains producteurs dépités arrachèrent leurs vergers.

Les cerises bénéficièrent en 1993 d'une augmentation des quantités exportées (433% de plus qu'en 1992) principalement vers l'Arabie Saoudite. Cette situation se répercuta positivement sur les prix qui varièrent selon les régions entre L.L/Kg 700 et 1.500. Près de 15% de la production étaient destinés à la transformation industrielle.

Les amandes furent vendues en début de saison entre L.L/Kg 1.000 et 2.000 et passèrent à L.L/Kg 250/350 à la suite de l'arrivée des amandes syriennes.

Les pistaches continuèrent à subir la crise de commercialisation; elles débutèrent la saison à L.L/Kg 10 à 12.000 pour baisser à L.L/Kg 6-7.000 à la suite de l'arrivée des pistaches syriennes.

Pour 1993, les exportations des fruits divers sont en régression sur les années précédentes. Ceci reflète la triste situation de désorganisation totale de ce secteur, accompagnée du renforcement de la concurrence sur les marchés d'exportation et de l'absence de réglementation de la concurrence au Liban. Nos marchés d'exportation demeurent principalement, l'Arabie Saoudite suivie du Koweït et marginalement la Jordanie et la Libye. Ainsi 33.513 TM furent exportées en 1993.

LES CULTURES INDUSTRIELLES



L'OLIVIER

Par la superficie qu'il occupe et par l'importance de sa production, l'olivier est une des principales cultures du Liban. Son arbre rustique représente un capital certain dont la générosité est fonction de l'entretien. Longtemps combattue, l'huile d'olive s'avère être fort bénéfique sur le plan du régime alimentaire. La demande mondiale est soutenue alors que l'offre est en régression. L'intérêt de cette culture apparaît comme certain. Elle souffre cependant au Liban de techniques culturales désuètes et d'un marché capricieux. Le coût relativement élevé et les revenus limités des agriculteurs ont empêché jusqu'ici un développement valable de l'olivier. Un programme national destiné à l'amélioration des rendements des oliviers vient d'être initié; il est traité dans le chapitre des projets de l'Etat libanais dans le secteur agricole. Son impact réel reste à prouver.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

Dans le cycle multiannuel de production, 1993 est une année «maigre»; la production est réduite mais les fruits sont plus grands et la teneur en huile élevée. Les conditions climatiques défavorables furent marquées par:

- la sécheresse d'avril,
 - les froids de début mai au stade de la floraison,
 - la vague de chaleur de fin mai,
- qui, ensemble, ont diminué les rendements.

Cependant la baisse des rendements est principalement due aux maladies et aux parasites dont le contrôle phytosanitaire reste limité et aléatoire.

Au Nord la teigne de l'olivier apparut fin mai et affecta la nouaison diminuant les rendements de près de 25%. Quant à la mouche méditerranéenne, elle se propagea en septembre et en octobre à la maturation du fruit entraînant sa chute. La qualité des olives et de l'huile fut moyenne à médiocre.

Au Mont-Liban et au Sud, la maladie de l'œil de paon survint à la floraison au mois de mai. Ceci entraîna des coulures et une perte de rendement de 30%. La mouche méditerranéenne apparut en juillet et en août à la maturation entraînant une baisse de la qualité des olives et de celle de l'huile.

En Békaa, la tavelure apparut en mai et juin après la nouaison; ses effets furent limités (10%) par suite de traitements phytosanitaires. La mouche de l'olivier attaqua les fruits en juillet et affecta leur développement et leur qualité.

L'ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION

Au Nord et en début de campagne, les prix des olives et de l'huile libanaises étaient bons. Cependant ils ne tardèrent pas à baisser par suite de l'arrivée massive de la production syrienne vendue à moitié prix! Ces produits furent offerts à L.L/Kg 1.000 pour les olives et entre L.L. 60 et 90.000 le bidon de 16 litres d'huile. La production libanaise fut vendue en début de campagne à L.L/Kg 2.000-2.500 puis baissa à L.L/1.500. Le prix du Kg d'huile varia autour de L.L. 5.350. Par ailleurs nous estimons à 50% la proportion des oléiculteurs du Nord qui vendirent leur récolte sur pied à L.L. 2 millions l'hectare.

Au Sud, l'écoulement s'opéra dans de meilleures conditions

qu'au Nord sans pour autant permettre à l'agriculteur de couvrir ses frais. A noter la concurrence d'huile d'olive en provenance de Tunisie et de Libye. Les olives se vendirent entre L.L/Kg 2.500 et 4.000 alors que le bidon de 16 litres d'huile fut offert entre 170 et 200.000 L.L. Nombreux sont les oléiculteurs qui ont stocké l'huile avec l'espoir d'obtenir de meilleurs prix.

Au Mont-Liban, le prix de vente des olives varia entre L.L/Kg 1.350 et 2.500. Le bidon de 16 litres d'huile fut vendu entre L.L. 120.000 et 170.000, baissant à L.L. 100.000 à la suite de l'arrivée de l'huile syrienne.

En Békaa, la faiblesse des quantités d'olives produites résulta en un niveau de prix plus élevé que dans les autres régions: L.L/Kg 2.000. Le bidon d'huile s'y vendit entre L.L. 100.000 et 150.000.

La valeur de la production s'élève à près de 82,9 milliards de L.L.

Il est à noter que l'Etat libanais a permis l'importation de l'huile d'olive sans tenir compte de la baisse de prix que ceci entraînerait et de la répercussion négative sur le revenu des oléiculteurs. Ceux-ci ont protesté et entrepris de stocker leur huile en attendant des cours plus avantageux.

LE TABAC

Culture anciennement connue au Liban, le tabac a toujours été réglementé par les autorités successives qui gouvernèrent notre pays (Ottomans, Mandat, République). Par un contrôle des quotas de culture et par la gestion de la transformation industrielle de la production et de sa vente, l'Etat s'est assuré une source de revenus souvent substantielle. L'importation de cigarettes étrangères fut également confiée au monopole de l'Etat qui eut ainsi la capacité de gérer l'ensemble du secteur de manière intégrée.

Cette équation bien structurée avait très bien fonctionné jusqu'au début des années 70 quand la contrebande de cigarettes prit de larges proportions. La guerre au Liban, devait achever de disloquer le secteur. Il est fort appréciable de noter un relèvement depuis quelques années tout en soulignant que les données d'après-guerre sont sensiblement différentes et que le Liban est devenu une plaque tournante importante du commerce des cigarettes dans le tiers monde.

Sur le plan agricole, la Régie libanaise des tabacs et tobacs a poursuivi en 1993 la réhabilitation de ce secteur. Les producteurs, encouragés par le prix de soutien du tabac, ont augmenté en nombre. La régie qui distribue des licences de cultures a même exceptionnellement admis, en 1993, que des agriculteurs produisent sans licence, à condition qu'ils l'informent avant le semis des superficies qu'ils envisagent de planter.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

Au niveau du climat, les vagues de froid de mars, au début de la croissance végétative et les coups de chaleur de fin mai affectèrent sérieusement les rendements. Le tabac fut plus touché que le tabac.

Quant aux parasites, les pucerons et les mildious ont gravement attaqué les récoltes causant une baisse de 40%

Economie

dans le rendement et affectant la qualité des feuilles. Les rendements varient entre TM/Ha 1,05 au Sud et en Békaa et 1,07 au Nord.

Rappelons ici que les services agricoles de la Régie assurent les semences sélectionnées et la vulgarisation agricole. L'intensification de leurs efforts devrait permettre de produire de meilleurs résultats dans les années à venir.

ÉCOULEMENT DE LA RÉCOLTE DE TABAC ET TOMBAC

La Régie a fixé le prix d'achat des feuilles selon trois catégories de qualité: bonne, moyenne, médiocre. Elle a assuré la réception des récoltes dans ses divers centres régionaux.

Prix de soutien pratiqués par la Régie pour 1993 en L.L/Kg:

Type de produit	Bonne	Moyenne	Médiocre
Tabac Moubassat	113.000	10.000	4.000
Tabac Chkhouk	7.500	4.500	1.200
Tombac Baladi	7.000	5.750	2.500
Tombac Sélectionné	13.000	10.000	4.000

La valeur totale de la production de tabac et tombac pour 1993 est estimée à L.L. 17.435 milliards. Cette culture revêt une importance cruciale sur le plan social dans les régions les plus déshéritées du Liban (Sud, Batroun, Akkar, Békaa Nord). Cependant elle ne devrait plus être envisagée sur base des critères des années trente et cinquante; son insertion dans un cadre général de développement agricole pourrait la valoriser et en permettre une meilleure exploitation.

LA BETTERAVE SUCRIÈRE

Culture industrielle par excellence, la betterave sucrière est un maillon de l'économie nationale du sucre; elle est par ailleurs tributaire de l'industrie de transformation sans laquelle elle ne peut être valorisée. La relation entre la production agricole, la transformation industrielle et le marché du sucre a été très tôt arbitrée par l'Etat libanais qui a créé au sein du ministère de l'Economie nationale une Administration spécialisée nommée aujourd'hui la Direction Générale des Céréales et de la Betterave Sucrière (DGCBS).

Entre 1957 et 1982, l'usine de Majdal Anjar avait assuré le traitement des betteraves. La guerre devait arrêter momentanément cette activité pendant 7 ans (1985-1991); la revitalisation du secteur en 1992 fut confirmée en 1993 avec une nette progression des superficies plantées. Cette situation découle de la sécurité du revenu, assuré par la betterave en comparaison avec d'autres cultures tel la pomme de terre ou les oignons dont l'écoulement est très capricieux alors que la politique de prix de soutien de l'Etat en matière de betterave, garantit un prix fixe aux producteurs. Cette politique de soutien a coûté au Trésor public libanais la somme de 12,6 milliards de L.L. (7,5 millions de USD) en 1993. Elle a abouti à sauver l'agriculture de la Békaa du marasme dans lequel elle fut poussée en 1992 par l'échec économique de diverses cultures. Cette intervention bien que très souhaitable, mérite cependant de s'inscrire dans un plan plus large d'assistance à l'agriculture de manière plus homogène et intégrée. Ce plan tarde à être pensé, conçu et exécuté.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

Les conditions climatiques furent favorables malgré la vague de froid de mai 93 à la période de la maturation des racines. Cependant les maladies et insectes affectèrent la récolte de manière différente selon les régions.

Ainsi les pucerons et le mildiou qui apparurent en mai et juin

au début de la croissance végétative et la chenille noctuelle qui sévit à la maturation des racines ont entraîné une réduction des rendements et de la teneur en sucre.

Ces conséquences étaient plus visibles dans la partie Nord de la Békaa où l'oïdium et la cercosporiose en mai-juin, les pucerons en juin-juillet et la chenille noctuelle en septembre, ayant tous sévi avant la maturation des racines, occasionnèrent des baisses de rendement et de taux de sucre. Les producteurs par manque d'expérience, n'avaient pas entrepris de traitements préventifs et l'irrigation fut insuffisante. Le rendement y atteignit 40 TM/Ha alors qu'il variait entre 60 et 80 TM/Ha en Békaa centrale et Békaa Ouest (Sud). Le tableau général montre le rendement net après nettoyage et coupure de la tête des racines, estimé à 11,17%. Ainsi la production totale de betterave pour 1993 a atteint le chiffre relativement important de 185.727 TM.

L'ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION

Les arrachages débutèrent à la mi-septembre et l'usine commença à réceptionner le 25/9/93. Cependant la faible capacité de réception, couplée au chiffre élevé de production, devait entraîner des retards contraires à l'intérêt de l'agriculteur qui devait souvent arracher ses betteraves de peur qu'elles ne soient noyées par les pluies et les entreposer en attendant leur réception. Par ailleurs une longue attente réduisit la teneur en sucre. La DGCBS dut même intervenir pour contrôler les quotas de réception qui avaient donné lieu à un favoritisme révoltant.

Le prix d'achat pratiqué par la sucrerie fut L.L./TM 110.000 sur base d'une teneur en sucre de 15% et d'un pourcentage de déchets de 11,15%.

Le prix officiel de la DGCBS, fixé pour calculer le coût de la subvention, fut de 97.730,60 L.L./TM net avec une teneur en sucre de 13,4675%. Dans ces conditions l'usine s'engageait à réceptionner toute récolte dont la teneur en sucre n'était pas inférieure à 10%.

Le paiement de leurs dûs aux agriculteurs fut reporté de plusieurs mois par suite des retards à voter le budget jusqu'en novembre 93. Des avances sur budget furent pratiquées à partir des réserves du budget de 1992; elles portèrent sur 15 à 20% de la valeur de la récolte. Le reste fut réglé au printemps 94.

LES CULTURES MARAÎCHÈRES ET ORNEMENTALES

LES CULTURES MARAÎCHÈRES DE PLEIN CHAMP

Les cultures maraîchères sont particulièrement adaptées aux conditions de l'agriculture libanaise. A caractère intensif, elles bénéficient de l'habileté du producteur à rechercher les plus hauts rendements. Leur écoulement est assuré en grande partie par une demande domestique très importante, alors que les excédents prennent le chemin de l'exportation. Comme toutes les autres cultures, celle des légumes souffrit de problèmes souvent aigus tant au niveau de la production qu'à celui de la commercialisation.

Dans le souci d'éviter un exposé fastidieux pour les 26 cultures maraîchères étudiées par le CREAL, nous les avons regroupées en un seul chapitre. Par ailleurs, nous les analysons pour la première fois selon les quatre saisons de

récolte afin d'en faire ressortir les spécificités et de mieux approfondir leur connaissance.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

CULTURES MARAICHERES D'HIVER

Il s'agit principalement des choux, choux-fleurs, laitues, topinambours, carottes et épinards.

Leur récolte en hiver 93 suppose un semis à l'automne 92. Le climat de ce dernier fut marqué par des gels en novembre et décembre et des pluies torrentielles en décembre 92 et janvier 93. Les conséquences furent négatives sur la qualité des légumes. Ainsi les feuilles de choux se formèrent trop rapidement entraînant une petite taille du légume. Quant au développement végétatif des laitues, il fut bloqué entraînant la pourriture des racines et l'étiollement des feuilles avec une perte totale de près de 10% des récoltes. La qualité des légumes fut en général moyenne à médiocre. Notons au niveau phytosanitaire, la mineuse et les pucerons qui ont sévi principalement au Mont-Liban et au Sud. Au Nord, l'antracnose qui apparut en février au stade de la constitution des feuilles des laitues, aboutit à réduire leur qualité et dans de nombreux cas, à l'absence de formation complète du légume.

CULTURES MARAICHERES DE PRINTEMPS

Le climat de l'hiver 93 fut marqué par des tempêtes et des pluies torrentielles couplées de gels en janvier, suivies de gels en février et mars. Le printemps 93 subit une vague de chaleur fin mars. Les différentes cultures maraichères furent affectées de manières différentes (rendements et qualité).

Les fèves affichèrent une baisse de rendement de 20% en Békaa, 30% au Mont-Liban et 10% au Sud. La qualité fut moyenne à bonne. Les pois verts, contrariés au stade de la nouaison perdirent près de 10% en rendement au Sud et au Nord. Leur qualité fut moyenne. Les fraisiers furent affectés aux stades de la floraison et de la nouaison avec près de 30% de perte de rendement. Le développement végétatif de la laitue ne s'accomplit pas normalement entraînant une baisse de qualité. Enfin les carottes, perdirent 10% en rendement au Nord alors que leur production fut bonne en Békaa.

Les principales maladies ayant attaqué les légumes à cette saison se présentent comme suit:

- Cercosporiose sur fèves,
- Pseudomonas (maladie bactérienne) sur concombres,
- Rouille et fusarium sur haricots verts,
- Oïdium sur pois verts, fraises et concombres.

Quant aux parasites, ils furent nombreux; nous en relevons:

- la mouche blanche sur haricot vert et tomate,
- la mineuse sur laitues et concombres,
- les pucerons sur l'ensemble des légumes,
- les acariens sur fraise et haricot vert,
- les thrips sur fraises,
- la zeuzère sur fèves,
- la chenille sur fraises et fèves,
- les nématodes sur pois verts.

CULTURES MARAICHERES D'ETE

Les gels de début mai et les vagues de chaleur de fin mai et de juillet sont intervenus à des stades végétatifs différents réduisant les rendements de près de 20% pour les courgettes, de 10% pour les melons, de 20% pour les pastèques et de 15% pour les concombres.



Les principales maladies relevées à cette saison furent:

- le mildiou sur tomate et melon,
- l'oïdium sur tomate, concombre et courgette,
- la pourriture grise sur tomate,
- l'antracnose,
- le fusarium sur pastèques,
- le rhizoctone sur melon.

Quant aux parasites notons-en les principaux:

- les pucerons sur tous types de légumes,
- les acariens sur tomates, haricots verts concombres et pastèques.
- la mineuse sur courgette,
- le ver du fruit sur tomates.

L'ensemble de ces conditions naturelles défavorables a réduit la production de concombres de 10% à 15%; de 5% pour les melons, de 25% pour les pastèques au Sud et de 15% pour les pastèques en Békaa.

La qualité des légumes fut moyenne à bonne par suite de traitements phytosanitaires.

LES CULTURES MARAICHERES AUTOMNALES

Des vagues de chaleur en juillet et septembre affectèrent les laitues en plein développement végétatif et les courgettes au stade de la floraison. 10% des laitues furent alors que 30% des courgettes étaient perdues durement atteintes par l'antracnose.

Parmi les maladies, notons:

- le mildiou sur haricots verts, choux-fleurs et choux,
- l'oïdium et l'antracnose sur courgettes,
- la sclérotinoïse, la pourriture grise et la cercosporiose sur laitue,
- CMV sur courgette (cucurbit mosaic virus).

Les principaux parasites observés au cours de cette saison sont:

- les pucerons sur toute les espèces,
- la mineuse sur haricots verts et laitues,
- les acariens et la mouche blanche sur haricots verts et courgettes.

L'ensemble de ces conditions négatives a réduit les rendements de près de 10% chez les haricots verts, 20% chez les choux, 30% chez les choux-fleurs, 15% chez les laitues et 40% chez les courgettes. La qualité fut moyenne à médiocre.

LA COMMERCIALISATION DES LEGUMES

Pour la deuxième année consécutive et après l'ouverture des régions précédemment cloisonnées par la guerre, une situation de désordre généralisé a caractérisé les marchés des légumes. Notons avant tout qu'aucune réglementation n'existe en matière de normalisation des produits ni des caisses. Par ailleurs ni les halles, ni les sociétés d'exportation ne sont soumises à un règlement. Cette situation met les agriculteurs dont la production est excédentaire à la merci des canaux d'écoulement.



L'Etat libanais est intervenu à travers un «calendrier agricole», sorte de programme déterminant les périodes où l'importation est permise. Cependant cette action resta sans grand succès, soit qu'elle ne s'adaptait pas toujours aux besoins du marché, soit tout simplement qu'elle n'était pas totalement respectée, les produits continuant très souvent à être importés malgré leur interdiction et à être vendus à de très bas prix.

Afin de se prémunir contre ces aléas, certains agriculteurs vendirent leur récolte sur pied. Nombreux sont ceux qui ne furent jamais payés par des acheteurs de récoltes qui se déclarèrent en faillite ou simplement disparurent.

Certains agriculteurs furent payés en nature par les exportateurs, recevant de ceux-ci des engrais chimiques ou du matériel d'irrigation.

Nous donnons ci-après un aperçu rapide des prix pratiqués pour les légumes importés et de leur répercussion sur les produits locaux:

- les choux syriens furent vendus entre L.L./Kg 150 et 200,
- les carottes syriennes entre L.L./Kg 100 et 150,
- les fèves printanières syriennes et jordaniennes furent proposées à L.L./Kg 300 ce qui fit chuter le prix des fèves locales de L.L. 1.500 en début de saison à 400.
- 25% des pois verts de Békaa sont destinés à l'industrie alors que ce chiffre passe à 20% pour le Nord. Les prix débutèrent à L.L./Kg 1.300 pour passer à 1.200 et chuter à L.L./Kg 400 lors de l'arrivée des pois verts syriens offerts à L.L./Kg 200 - 250. Certains agriculteurs tentèrent de contourner la situation en desséchant leur récolte; ils se virent concurrencés par des pois verts desséchés syriens à prix bien inférieurs.
- la tomate jordanienne a été offerte de manière quasi-continue entre L.L./Kg 300 et 500.
- les courgettes jordaniennes et syriennes furent offertes lors des trois saisons printanière, estivale et automnale, entre L.L./Kg 350 et 400 imposant un niveau de prix égal aux courgettes locales. A noter qu'au Liban-Nord, les agriculteurs vendirent leur récolte sur pied: 50% pour la saison printanière à L.L. 6 millions l'hectare, et 15% pour la saison automnale à L.L. 3 millions l'hectare.
- les prix des melons furent bas en début de saison puis haussèrent par suite du décret du 18/7/93 interdisant leur importation.
- les pastèques subirent négativement le manque de clarté de la décision ministérielle permettant l'importation entre le 7/6 et le 25/6/93 de melons. Or cette décision qui concernait le melon ne l'a pas spécifié exactement (en arabe melon se disant pastèque jaune, la décision mentionnait le mot pastèque sans son qualificatif de jaune).

Les importateurs en ont profité pour inonder le marché de pastèques dont les prix varièrent entre L.L./Kg 300 et 500. La situation revint à la normale, suite à la décision ministérielle du 22/8/93 interdisant l'importation tant des pastèques que celle des melons.

Les exportations des légumes libanais sont quasi exclusivement destinées aux pays arabes du Golfe: 59% vers l'Arabie Saoudite, suivie des Emirats Arabes Unis et du Koweït. La pomme de terre occupe le premier rang des exportations, suivie par la laitue (12% des exportations).

LES CULTURES SOUS ABRI

Bien que le Liban bénéficie d'une diversité de climats appréciable qui permet un étalement des cultures sur la plupart des mois de l'année, les cultures sous abri représentent un appoint intéressant pour certains légumes,

pour les fleurs et les plantes d'ornement. Introduites vers la fin des années soixante, ces cultures eurent leur essor entre 1980 et 1986. Depuis, elles déclinent avec des périodes de stagnation. En fait, les agriculteurs libanais ne maîtrisent pas souvent les techniques culturales ce qui se répercute sur les rendements, la qualité et le coût de production. Par ailleurs, la crise généralisée de commercialisation des produits agricoles s'exprime de manière plus aiguë dans le domaine des cultures sous abri vu que la concurrence de produits bien moins chers en provenance principalement de Jordanie, réduit les possibilités de profit chez les agriculteurs libanais.

Dans ces conditions, il n'existe pas de règle générale reflétant l'attitude des producteurs. Ainsi au Sud, de nombreuses exploitations ne furent pas plantées par manque de moyens de financement.

Au Haut-Metn, des projets de serre furent démontés et vendus en Békaa. A Rmeileh, Jadra et Almane, les agriculteurs déplacés, revenus dans leurs exploitations, ont remis en état leurs serres. Avec ceci, la superficie totale de plantation sous abris a augmenté en 1993 de 12% par rapport à 1992 atteignant le chiffre de 479,688 hectares. A souligner enfin que l'agression israélienne de juillet 93 au Liban - Sud a entraîné de sérieux dommages, tels qu'exprimés dans le tableau ci-dessous.

Caza	Superficies endommagées/Ha
Nabatiyé	19,710
Tyr	5,950
Bent Jbeil	0,150
Marjayoun	0,050
Total	25,860

• Sources : Ministère de l'Agriculture

Dans ce chapitre nous envisagerons deux domaines:

- Les cultures maraîchères.
- Les cultures florales et plantes d'ornement.

LES CULTURES MARAICHÈRES SOUS ABRI

Notre étude à partir de cette année envisage les cultures maraîchères par saison. S'il est généralement admis de considérer deux saisons principales de culture sous abri, nous en étudions quatre en fonction des périodes de production et ce afin de mieux cerner cette culture.

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA QUALITÉ DES PRODUITS SANITAIRES ET LES RENDEMENTS DES CULTURES SOUS ABRI

Sur la côte et en basse et moyenne altitudes, les serres produisent en majorité des tomates, au cours de cette saison. En Békaa, les producteurs préfèrent les herbes diverses, l'oignon et le radis.

Pour la deuxième année consécutive, la production hivernale a subi des conditions climatiques défavorables. Les

chaleurs de septembre 92 ont affecté le démarrage de la végétation. Les tempêtes de décembre 92 et les gels de janvier et février 93, en pleine cueillette, ont entraîné des dégâts dans l'infrastructure des serres, des pertes de production et le retard dans la récolte.

Quant aux parasites et aux maladies, nous noterons:

- le mildiou apparu en décembre 92 et janvier 93, au stade de la formation des grappes de tomates,
- la mineuse qui a réduit la floraison,
- la mouche blanche qui représente un problème essentiel, difficile, voire impossible à traiter.
- le thrips, survenu juste avant la récolte.

L'ensemble de ces parasites aboutit à une réduction des rendements estimée à 40% au Mont-Liban, à 30% au Nord et à 25% au Sud. Quant à la qualité elle fut moyenne à médiocre par suite de la pourriture des fruits.

LE COULEMENT DE LA PRODUCTION HIVERNALE

Les résultats de la commercialisation des récoltes hivernales furent très mauvais par suite de la qualité médiocre de celles-ci et d'autre part à cause de l'arrivée massive de tomates syriennes et jordaniennes du début de la récolte jusqu'à mars 1993.

Les prix des tomates importées varièrent entre L.L./Kg 200 et 300 de décembre 92 à mars 93. Aussi le cours des tomates libanaises qui débuta à LL./Kg 1000 - 1500 a baissé à 300 - 500. En conséquence, le ministre de l'Agriculture décida l'interdiction de l'importation de légumes fin décembre 92; mais cette décision ne fut pas appliquée sur le terrain et les légumes continuèrent à être importés.

A l'époque du mois de Ramadane, les cours grimpent traditionnellement, ce qui poussa le ministre de l'Agriculture à permettre l'importation des légumes entre le 26/2/93 et le 17/3/93. Face à cette situation très instable, nombreux sont les agriculteurs (40% au Chouf et au Haut-Metn) qui ont vendu leur récolte sur pied à L.L./caisse 18.000.

LES PRODUCTIONS PRINTANIERES

Plusieurs espèces de légumes y sont récoltés, cependant la tomate et le concombre demeurent majoritaires (44% de tomates et 36% de concombres).

LES CONDITIONS CLIMATIQUES, LA SITUATION PHYTOSANITAIRE ET LEURS REPERCUSSIONS SUR LES RENDEMENTS DE 1993

Les froids de janvier ont altéré le développement végétatif de la tomate en moyenne altitude et la formation des grappes de tomates sur la côte. Près de 20% de la récolte furent perdus au Mont-Liban et au Nord et 10% au Sud. Quant au concombre, il fut également affecté par ces froids ainsi que par la vague de chaleur de fin mai au stade de la cueillette.

Les tomates ont souffert des maladies et des parasites suivants:

- la pourriture grise, apparue en février au stade de la formation des grappes, a entraîné une baisse de rendement de près de 15% malgré les traitements phytosanitaires,
- la mouche blanche accompagne l'ensemble de la saison,
- la chenille noctuelle.

Cet ensemble a réduit les rendements et a abouti à une qualité moyenne à médiocre.

Quant au concombre, il fut atteint par le mildiou et l'oïdium en avril au stade de la maturation, par suite d'une hygrométrie élevée. Les principaux parasites furent la mineuse, les acariens, la mouche blanche et les pucerons. Ils déprécièrent les fruits et réduisèrent les rendements.



LE COULEMENT DE LA PRODUCTION PRINTANIERE

La situation de crise débutée avec la production hivernale s'est poursuivie au printemps pour les mêmes raisons (qualité médiocre et importations continues). Les tomates importées furent vendues entre L.L./Kg 600 et 700. Les tomates locales débutèrent la saison à L.L./Kg 1.000 - 1.500 pour baisser au niveau de 600 - 800 en pleine saison. Les concombres importés furent vendus entre L.L./Kg 400 et 600 alors que les locaux débutèrent la saison à LL./Kg 1.400 - 1.800 pour rapidement se stabiliser entre 400 et 800 jusqu'en fin de saison.

LES PRODUCTIONS ESTIVALES

Elles sont très limitées en quantité et se concentrent en Békaa où les tomates et les concombres sont récoltés à cette saison. Les producteurs ne maîtrisent pas encore toutes les techniques culturales; cependant la production de 1993 fut bonne tant du point de vue des rendements que de celui de la qualité.

Les maladies qui ont atteint les concombres sont la pourriture grise et l'oïdium; avec la mineuse, elles ont réduit les rendements de près de 15%.

LES PRODUCTIONS AUTOMNALES

Près de 90% de cette production sont constitués de concombres et se concentrent au Mont-Liban, suivi par le Sud et le Nord. Elle est très marginale en Békaa.

Les hautes températures d'octobre et novembre au stade de la nouaison et du développement des légumes entraînèrent des coulures estimées à 40% au Mont-Liban et à 30% au Nord et au Sud. L'oïdium est apparu au début du développement végétatif ainsi que les acariens, et les chenilles, les nématodes et la mineuse. La réduction des récoltes est estimée à 35% au Mont-Liban avec une qualité moyenne à médiocre des concombres. Au Sud et au Nord la réduction des rendements fut moindre (15%) et la qualité moyenne à bonne.

Les prix pratiqués pour le concombre débutèrent au Mont-Liban entre L.L./Kg 700 à 1.000 puis baissèrent au niveau de 500. Au Nord les prix varièrent entre L.L./Kg 1.500 et 700. En fin de saison, ils regrimpèrent à L.L./Kg 2.000, par suite d'un manque de production.

A noter que les importations de Jordanie furent réglementées à partir du 5/9/93 par les accords d'échange agricole signés entre les deux pays. Leur impact fut de réduire les prix de la production locale.

LES CULTURES FLORALES ET PLANTES D'ORNEMENT PRODUITES SOUS ABRIS

Malgré des conditions économiques peu favorables, entraînant un coût élevé de production, la culture sous abri des fleurs et des plantes d'ornement a progressé en 1993; elle accuse une augmentation de superficies couvertes de près de 25% par rapport à 1992, la majorité étant située au Mont-Liban.

Ces cultures souffrent des attaques par les parasites qui diminuent les rendements et affectent la qualité. Par ailleurs, l'absence d'organisation du marché domestique, doublée de l'importation des pays environnants, entraînent une crise continue au niveau de l'écoulement.

Les principales cultures florales sont l'œillet, la gerbera, la rose et la gypsophile; nous en exposons ci-après les problèmes majeurs tant techniques que de commercialisation.

1 - L'œillet est surtout planté au Mont-Liban (sur la côte et en altitude). Le climat de 1993 n'a pas eu d'impact spécial sur les œillets; cependant les parasites affectèrent sérieusement leur production. Parmi eux, citons les acariens, les thrips, le ver de l'œillet, le rhyzoctone, l'oïdium et la rouille qui diminuèrent les rendements de près de 40% et réduisirent la qualité malgré les traitements phytosanitaires répétés. La vente des œillets fut moyenne à mauvaise. Les prix débutèrent entre L.L./fleur 150 et 200 en hiver puis chutèrent entre 50 et 100 au printemps avec l'arrivée des œillets syriens et jordaniens. Ces bas niveaux furent maintenus jusqu'en novembre puis les prix grimperent à nouveau au niveau de L.L. 150.

2 - La gerbera a souffert des froids de mars qui ont empêché les plants de produire de nouvelles fleurs. Les chaleurs de mai, de septembre et d'octobre affectèrent la quantité de fleurs produites en les flétrissant avant terme. Les principaux parasites ayant attaqué la gerbera sont la mineuse apparue en avril et mai, les thrips et les pucerons qui empêchèrent la floraison en été. Le mildiou et l'oïdium achevèrent d'assombrir le tableau en été. L'ensemble des rendements a baissé de 20% alors que la qualité fut moyenne à médiocre. L'écoulement des gerbera fut très mauvais en 1993 relativement à 1992 par suite de la mauvaise qualité de la production et de la limitation de la demande sur cette fleur. Elle se vendit entre L.L./fleur 100 et 300 et 30% de la récolte furent détruits par suite de la mévente. La valeur totale de la récolte écoulée s'élève à L.L. 4,5 milliards soit 80% en moins qu'en 1992.

3 - La rose subit négativement les froids de mars réduisant le nombre de boutons et la dimension de ceux-ci. L'oïdium, survenu à la même période, affecta la qualité des fleurs. Les acariens et les thrips apparurent à la fin du printemps et en été. Les coûts furent de 40% moins que prévus et la qualité très moyenne. Près de 10% de la récolte fut invendue. Les prix des roses furent cependant meilleurs que ceux des autres fleurs. Ils débutèrent en hiver à L.L./fleur 600 puis baissèrent à 400 puis 200.

4 - La gypsophile fut plantée dans les mêmes proportions que l'an dernier, cependant sa production fut réduite par suite des parasites. Ainsi la thrips apparut en février et les pucerons avec les chaleurs de mai et de septembre. La rouille se propagea en début de végétation alors que le rhyzoctone le fit en mars. Les rendements furent réduits de 30% et la qualité fut moyenne à bonne. La récolte réduite se répercuta sur les prix. Ils furent de L.L./fleur 1.570 au Mont-Liban et 500 au Sud. La valeur de la production de gypsophile est estimée à L.L. 2,6 milliards.

5 - D'autres fleurs diverses et les plantes ornementales ont vu leur superficie augmenter de plus de 87% par rapport à 1992 avec une production estimée à 10,6 milliards de L.L.

C'est à 25,7 milliards de L.L. que nous estimons la valeur de la production totale des fleurs et plantes d'ornement plantées sous abri.

Cet ensemble de cultures, particulièrement adapté aux conditions de l'agriculture libanaise, continue à souffrir de connaissances encore limitées des techniques culturales chez les agriculteurs et d'un manque total d'organisation des marchés.

LES PRODUITS DE LA FORET

A de rares exceptions près, les forêts libanaises ne sont pas l'objet d'une exploitation assurant leur pérennité et leur développement en vue d'en tirer le meilleur profit. L'approche demeure celle de considérer la forêt comme une source de revenus ne nécessitant pas d'entretien et n'entraînant aucun

coût. Cette attitude aboutit à la réduction progressive de la superficie des forêts. Les lois et décisions ministérielles interdisant la coupe des arbres, ne peuvent avoir de sens que si elles sont respectées. Or aucune surveillance doublée d'une force performante n'existe actuellement sur le terrain. La conséquence en est regrettable; elle est accentuée par les nombreux incendies qui ravagent annuellement de vastes superficies, sans que la défense civile ni les pompiers ne puissent en réduire les effets, par suite de moyens très limités et d'une organisation nécessitant une modernisation certaine.

La principale source de revenus de la forêt libanaise reste le pignon du pin maritime. La récolte de 1993 a subi les conséquences du climat dur de 1992 qui avait déjà cassé près de 50% des branches. L'hiver 93 fut également rigoureux et la grêle ne manqua pas de déformer les pignes de pin. Par ailleurs de nombreux parasites s'attaquent au pin dans des proportions devenues inquiétantes. Il s'agit d'abord de la chenille processionnaire, puis de la chenille mineuse tordeuse des pousses de pin qui est responsable de l'assèchement progressif de l'arbre jusqu'à sa mort.

La production de pignons de pin pour 1993 fut proche de celle de 1992 par suite des mauvaises conditions climatiques et de l'état phytosanitaire de la forêt.

L'écoulement de la récolte de pignon débuta à des prix variant entre 19 et 23 US dollars le kilo. Cependant l'importation de pignons du Pakistan et de Chine réduisit le prix des pignons locaux à 16 dollars le kilo. Certains ateliers de concassage durent même arrêter leur activité devenue non lucrative. Le ministère de l'Agriculture interdisait alors les importations, ce qui ramena les prix au niveau de 21 dollars le kilo.

La moitié de la production nationale est consommée localement, alors que 25% sont exportés en Jordanie et 25% en Syrie et dans le Golfe.

Le ministère de l'Agriculture reçut en 1993 des dons d'arbres forestiers en provenance de Syrie (Bassel el-Assad) 85.000 plants et de Jordanie 250.000 plants. Les pépinières forestières du ministère sont loin d'avoir atteint leur capacité de production d'avant-guerre.

LES CULTURES PROHIBÉES

Bien que ne représentant plus à l'heure actuelle une importance économique comparable à certaines années précédentes, nous maintenons l'étude des cultures prohibées par suite de l'impact socio-économique que ne cesse d'avoir le programme de leur éradication et en attendant que les activités de substitution (agricoles ou autres), viennent assurer, aux agriculteurs du Nord-Est libanais, des revenus permettant une vie décente et des espoirs d'un développement certain.

Les pressions internationales, surtout américaines, ont trouvé un écho favorable auprès des Autorités libanaises et syriennes. Toutes deux ont initié depuis quelques années des plans de destruction de cultures. Si leur résultat fut déjà éloquent en 1992, il est presque radical en 1993, ramenant les superficies productives à des chiffres symboliques, pour le Haschisch.

Quant à l'opium, si ses chiffres ont légèrement baissé par rapport à 1992, ils restent cependant relativement importants.

Le drame se pose au niveau des agriculteurs qui, depuis 1990, ont perdu cette source importante de revenu et pour lesquels pratiquement rien n'a été fait par les Autorités compétentes, qui se soit matérialisé sur le terrain. Quelques agriculteurs ont essayé en 1993 certaines cultures telles la pomme de terre ou la betterave sucrière.

Les résultats furent maigres voire négatifs par suite du manque d'expérience des producteurs et de l'absence d'un

encadrement technique adéquat.

L'idée d'un projet de développement pour la région Baalbeck/Hermel avait déjà été envisagée. Elle eut des débuts lents et chaotiques en 1992 (voir notre 40e rapport annuel).

En 1993 sa gestation continua à être difficile. Le projet vit enfin le jour sous forme d'un accord signé le 7 février 1994 par l'Etat libanais et certaines organisations internationales (UNDP, UNDCP, FAO, UNV). Le projet serait réalisé en 2 étapes. La première, d'une durée de 18 mois, dispose d'un budget de 4.225.250 US dollars. Cette étape envisage des interventions assez floues comme la création d'un centre d'assistance aux petits agriculteurs, le renforcement des services aux agriculteurs, l'aide au niveau de l'écoulement de la production, la recherche de cultures de substitution, la bonification des sols, l'irrigation etc. La deuxième étape vise le développement intégré de la région Baalbeck/Hermel des points de vue économique et social. C'est à ces résultats que ce projet pourra être jugé, il faut espérer que les bailleurs de fonds sauront et pourront imposer le sérieux et la rigueur d'exécution nécessaires à son succès.

LE CHANVRE INDIEN (HASCHISCH) - CAMPAGNE 1993

Les conditions climatiques de 1993 furent très favorables à la culture du haschisch. Cependant les superficies plantées furent très réduites par rapport aux années précédentes, les agriculteurs prenant très au sérieux la décision des autorités officielles d'interdire cette culture. Ces superficies ne dépassèrent pas 70 hectares. Elles se situèrent dans les montagnes inaccessibles de Baalbeck et du Hermel. En fait les campagnes d'éradication, menées par les autorités libanaises soutenues par l'armée syrienne, commencèrent le 13/5/93; elles lancèrent un ultimatum aux cultivateurs pour détruire leurs propres champs avant le 10/6/93. 70% des cultures furent ainsi détruits. Entre le 16 et le 18 juin les forces de l'ordre achevaient le travail dans les régions montagneuses de



Marjhime, Deir el-Ahmar, Iaat, Yammouné et Dar el-Wassaa. Une autre campagne suivit le 23/6/93 à Wadi el-Karm, Boudai, Chliifa, Wadi Nissane, Makné et Jbab el-Homr.

Nous pouvons considérer comme insignifiante à nulle la quantité de haschisch produite et récoltée au Liban en 1993. L'OPIUM - CAMPAGNE 1993

Le semis des graines de pavot eut lieu entre novembre 92 et janvier 93 alors que la cueillette du suc des gousses fut entrepris entre le 15 mai et le 15 juin 1993.

Les conditions climatiques furent favorables à cette culture.

Plus secrète que le haschisch, la culture du pavot fut relativement moins atteinte par les campagnes d'éradication des forces de sécurité. Au départ une superficie de 1.000 hectares fut semée. Ils étaient répartis dans les montagnes et les vallées retirées. Un peu moins de 80% furent éradiqués laissant 219 ha seulement en production.

Les cultures prohibées sont les seules pour lesquelles notre rapport annuel n'a jamais étudié l'aspect commercialisation. Notons cependant que la déstabilisation de ce secteur suite à l'intervention des forces de sécurité a entraîné l'importation d'opium brut en provenance de Turquie. La conséquence fut une relative difficulté dans le processus de l'écoulement des stocks produits localement; ils ont été marginalisés par le «système» qui s'approvisionne ailleurs en brut sans plus s'embarasser d'une production nationale mise à l'index.

LA PRODUCTION ANIMALE

L'AVICULTURE

Anciennement limitée à l'élevage de basse-cour, l'aviculture a progressé avec les années soixante pour devenir avant la guerre de 1975-91 une production quasi industrielle, bénéficiant des stocks génétiques les plus adaptés et de formules alimentaires garantissant la croissance optimale des volailles. L'Etat libanais avait réussi avant 1975, en étroite collaboration avec le syndicat des éleveurs, à organiser le secteur tant du point de vue technique et sanitaire que sur le plan de l'écoulement de la production nationale. La guerre a détruit cet équilibre et, bien que les éleveurs expriment constamment leur souhait de stabiliser la situation, l'absence d'un appareil fort et averti au sein de l'Administration, perpétue un chaos regrettable dont la rentabilité est discutable.

Sur les plans de l'alimentation des volailles et de leur état sanitaire, la situation est médiocre à mauvaise. Ainsi les importations de grains, base essentielle des aliments concentrés, ne font pas l'objet d'une inspection sérieuse, ce qui aboutit parfois à des aliments de basse qualité. Par ailleurs, le réseau vétérinaire officiel de laboratoires et de vulgarisation, est quasi démantelé. Les éleveurs sont laissés à eux-mêmes et à certains placiers de produits vendus par le secteur privé qui ne peuvent pas prétendre assurer un état sanitaire valable aux fermes à l'échelle nationale.

Enfin la guerre de 75 - 91 a engendré des pratiques commerciales contraires à l'intérêt des éleveurs et à celui de

l'économie nationale. Il existe, en Europe et parfois sur d'autres continents, des occasions d'achat de poulets de chair congelés dans des conditions très avantageuses; souvent la qualité du produit est à la limite de l'acceptable. La guerre ayant neutralisé tout contrôle sérieux aux frontières libanaises et ayant transformé les licences d'importation en une formalité lucrative pour ceux qui la délivrent, nombreux sont les négociants en produits alimentaires - et parmi eux des éleveurs - qui ont, jusqu'en 1993 inclus, pratiqué ce genre d'importation au détriment de la production nationale et partant, contre l'intérêt des producteurs.

C'est dans ces conditions plutôt sombres que nous étudions la production avicole pour 1993.

POULET DE CHAIR

La production de poulets de chair est en nette augmentation depuis 1991. Cependant le taux relativement élevé de mortalité (12%) par suite du mauvais état sanitaire des fermes, a réduit la production au niveau de 1992. Il est à noter que près de 35 millions de poulets congelés ont également été importés en 1993 afin d'assurer le complément des besoins nationaux.

Au premier semestre 93, près de la moitié de la production fut vendue 1,04 US dollars le poulet. Le prix moyen pour le second semestre fut de 1,14 US dollars. On relèvera que le prix de revient moyen d'un poulet standard de 1,5 Kg est de 1,10 US dollars. Il n'est pas nécessaire, dans ces conditions, d'expliquer l'état de «survie» des fermes d'élevage qui attendent des jours meilleurs.

POULES PONDEUSES DESTINEES A L'ABATTOIR

Près de 1,2 million de poules pondeuses furent abattues en 1993. Le prix des poules pondeuses varia entre 0,4 et 0,5 US dollars la poule.

ŒUFS DE CONSOMMATION

Les poules pondeuses ont produit au Liban, en 1993, une moyenne de 3.000 cartons de 360 œufs par jour. Comme la consommation locale est d'environ de 2.500 caisses, près de 500 furent destinées à l'exportation. Cependant cette dernière opération fut rendue difficile par la concurrence syrienne sur les marchés du Golfe, principalement au Koweït. A noter que nombreux sont les éleveurs qui durent détruire les excédents non exportés.

Au premier semestre de 1993, le carton de 360 œufs fut vendu à 12 US dollars. Au second semestre, ce prix atteint 18 US dollars. A noter que le coût de production d'un carton fut de 16 US dollars en 1993



POUSSINS D'UN JOUR

Leur prix de vente fut de 0,25 US dollars au premier semestre et de 0,40 US dollars au second semestre.

En conclusion, il est nécessaire de souligner que le secteur avicole libanais qui a survécu les dures années de la guerre est toujours très actif malgré des conditions économiques peu encourageantes.

La situation en 1993 s'est améliorée au second semestre ce qui laisse espérer une tendance à sortir de la crise. Beaucoup reste à faire sur les plans sanitaires et de réglementation des marchés. L'action tant souhaitée de l'Etat se fait attendre.

LA PRODUCTION LAITIERE

Le lait produit au Liban provient de trois sources. Deux d'entre elles sont anciennes et se rattachent aux traditions pastorales; il s'agit des ovins et des caprins. La troisième provient des bovins. Les pâturages limités par suite de la saisonnalité des pluies ont entraîné chez les moutons et les chèvres, le système d'élevage de transhumance. Dans le cas des bovins, il s'agit d'assurer le fourrage à l'étable.

La guerre au Liban (1975 - 91) a achevé de modifier les structures des élevages laitiers. Le transit des moutons entre le désert syrien et la Békaa a été interrompu pour des raisons sanitaires et d'économie nationale syrienne. L'élevage des chèvres bien adapté aux conditions de la montagne libanaise, s'est réduit. Les fermes bovines qui avaient pris leur essor avant 1975, tentent difficilement de se reconstituer après leur quasi-destruction pendant la guerre.

L'ensemble souffre de conditions sanitaires médiocres à mauvaises et de techniques d'élevage trop souvent désuètes. La majorité des aliments concentrés est importée. L'absence d'un contrôle sérieux encourage les importateurs de ces aliments à jouer sur la qualité et même, parfois, à importer des produits inaptes. Ainsi, en 1993, des aliments de bétail en provenance d'Egypte étaient empoisonnés par des produits chimiques initialement destinés à la production de bois aggloméré. La conséquence fut la mort d'une soixantaine de vaches à Baskinta et l'abattage d'autres animaux pour être vendus en boucherie, sans que les autorités compétentes ne s'inquiètent de l'aptitude de leur viande à être consommée.

Le troupeau bovin laitier reste limité au Liban. Nous l'estimons en 1993 à 62.800 vaches laitières dont 6.200 sont de race pure (principalement frisonne pie noire), le reste étant constitué de croisements entre les races locales et la frisonne et dont le rendement est bien inférieur.

Le prix du lait de vache était réduit par rapport à celui des brebis et des chèvres, par suite de l'arrivée quotidienne de lait syrien à des prix très bas. Le prix moyen fut de 850 L.L./l.

Chez les brebis, les maladies ont empêché le troupeau d'augmenter en nombre; la mortalité y est estimée à 10%. Environ 250.000 brebis laitières ont produit près de 27.500 TM de lait vendues au prix moyen très intéressant de 1.700 L.L./l.

La situation sanitaire des chèvres était même plus mauvaise que celle des brebis, la mortalité y atteignant 20%. Le prix du litre de lait est inférieur à celui des brebis et se place à une

moyenne de 1.500 L.L./l.

LES ELEVAGES DE BOUCHERIE

L'élevage proprement dit d'animaux ruminants destinés à la boucherie est très peu pratiqué au Liban. La viande est plutôt assurée à partir des mâles des troupeaux laitiers qui sont abattus après un engraissement dans des conditions empiriques.

Ainsi les veaux, vaches de réforme, moutons, chèvres et autres ruminants divers ne satisfont qu'une partie de la demande nationale; le déficit fut comblé par des importations pratiquées en 1993 dans les conditions suivantes:

* 234.272 veaux de boucherie d'un poids vif de 98.802.120Kg ont été officiellement recensés à l'importation en provenance de Russie, Tchécoslovaquie, Roumanie, et Allemagne. La viande bulgare fut interdite à l'importation début mai par décret ministériel, par suite de la fièvre aphteuse, décelée dans le troupeau de ce pays, et qui avait entraîné son interdiction dans les pays de l'Union Européenne.

* 446.927 moutons pesant (22.974 TM) ont été importés principalement de Turquie ainsi que 4.682 chèvres pesant (10.842 TM).

LA PECHE

Bien que la Méditerranée Orientale ait progressivement perdu ses richesses marines par suite de sa pollution excessive et de l'arrêt de l'arrivée des limons du Nil riches en aliments, retenus par le barrage d'Assouan, les 200 Km de côte libanaise demeurent une façade importante pour la pêche. Cette activité «aussi vieille que le monde», maintient des traditions millénaires tant par ses techniques (barques, filets etc.) que par le mode de vie des pêcheurs. Le seul signe «des temps modernes» est l'usage de la dynamite qui aboutit à la destruction de la faune marine. La guerre au Liban a achevé d'assombrir le tableau par le dépôt en mer de plus de 1.000 TM d'ordures ménagères par jour, sans compter le rejet de toutes les eaux résiduaires urbaines et industrielles du versant Ouest du Mont-Liban et de ses villes côtières sans aucun traitement. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions nous assistions à la disparition de nombreuses espèces marines telles les éponges au large de Batroun et à la diminution des disponibilités en poissons.

Les conditions climatiques de l'hiver et de l'automne 93

Economie

furent plutôt dures et les tempêtes ont fracassé plusieurs barques.

Les prises pour 1993 sont à leur niveau le plus bas depuis plusieurs années. Elles sont estimées à 800 TM alors que normalement elles variaient entre 1.000 et 1.500 TM par an. Près de 4.000 TM de poissons sont importées principalement de Turquie et du Golfe, pour compléter les besoins du marché local.

Le prix de vente des poissons a varié:

- autour de L.L./Kg 3.000 pour les espèces populaires.
- entre L.L./ 10.000 et 13.000 pour les poissons courants.
- entre L.L./Kg 35.000 et 40.000 pour les hauts de gamme.

L'APICULTURE

L'apiculture est une des activités secondaires des agriculteurs qui - si sa technique et son économie étaient bien maîtrisées - pourrait assurer des revenus substantiels sans exiger un effort spécial. Ceci sans compter l'intérêt biologique vital des abeilles en matière de pollinisation des plantes. Longtemps entrepris de manière traditionnelle et marginale, cet élevage a été secoué par une grave attaque de la varroase en 1985 et 1986. Une intervention énergique d'une ONG locale (ALDAR) financée par l'Etat allemand (GTZ), devait assurer entre 1986 et 1991:

- le contrôle de la varroase,
- la formation à l'étranger de près de 50 apiculteurs,
- l'éveil généralisé des apiculteurs aux techniques modernes.

D'autres associations ont pris le relais et la production de miel a beaucoup progressé en quelques années. Il est cependant regrettable que l'intervention souhaitée et nécessaire de l'Etat soit quasi absente et que cette activité souffre de nombreux problèmes tant au niveau de la production qu'à celui de la commercialisation.

INFLUENCE DES CONDITIONS CLIMATIQUES ET DE L'ETAT SANITAIRE DE LA POPULATION D'ABEILLES SUR LA PRODUCTION DE MIEL.

Les conditions climatiques de 1993 furent mauvaises pour la production de miel. Ainsi les vagues de froid de mars et les vents chauds (khamsine) de mai ont affecté la floraison de certains arbres de la côte, surtout l'orange valencia; les abeilles se sont rabattues sur la fleur de moutarde sauvage et de lamier, produisant ainsi un miel de basse qualité. Quant aux fleurs sauvages, elles séchèrent très vite par suite du climat sec, ce qui rendit difficile la recherche de leur nourriture par les abeilles, perturbant ainsi l'activité des reines surtout en matière de ponte. Il en est résulté une chute du nombre des abeilles. La situation était similaire pour la saison d'automne.

Les principaux problèmes sanitaires des abeilles en 1993 furent la varroase, la loque américaine et la micose. Ces deux dernières ont atteint la cote d'alerte quant à la survie de la population nationale d'abeilles. En 93 près de 15% des ruches furent perdus à cause de la loque et de la micose. A noter que certains apiculteurs considèrent que les traitements sanitaires se font de manière inappropriée et qu'ils entraînent une accoutumance des parasites et qu'ils sont responsables de la chute de la production de miel.

Le nombre de ruches a atteint en 1993, 77.000 dont 66.000 seulement furent productives. La production de la campagne printanière varia entre 6 et 10 Kg/ruche alors qu'en temps normal cette production est de 25 Kg/ruche. Pour la campagne d'été, la production de la ruche varia entre 3 et 6 Kg.

ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION

La consommation du Liban est voisine de 100 TM, le reste de la production nécessite un écoulement à l'exportation. Cet excédent était précédemment écoulé sur les marchés arabes.



Cependant la demande de ces marchés en miel libanais a baissé. Par ailleurs l'importation continue de miels étrangers au Liban a poussé les apiculteurs à protester. L'Etat a établi une taxe douanière de 18%. Cette mesure orpheline demeure très en deçà d'une intervention d'assistance à la production et d'organisation des marchés. A noter que la majorité des exportations furent opérées sur l'Arabie Saoudite et le Koweït alors que du miel espagnol et grec furent importés au Liban.

Le miel de printemps fut vendu entre 8 et 10 dollars/Kg. Le miel d'été entre 12 et 13 dollars/Kg.

ESTIMATION DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE LIBANAISE EN 1993

Au terme de l'étude de synthèse des productions agricoles végétales et animales, il devient possible d'exprimer leur valeur. Cet exercice délicat n'en demeure pas moins essentiel pour évaluer la production intérieure brute agricole et positionner le secteur agricole au sein de l'économie nationale.

Les chiffres particuliers à chaque culture, famille ou règne ainsi que le chiffre total de la production intérieure brute peuvent être obtenus auprès du CREAL.

ANALYSE GLOBALE DES PRODUCTIONS AGRICOLES LIBANAISES EN 1993

La comparaison entre la production végétale et la production animale en valeur courante montre, depuis 1989, un partage assez homogène entre ces deux règnes, le végétal occupant environ les deux tiers et l'animal un tiers.

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES PRODUCTIONS AGRICOLES EN %							
Année	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Règne Végétal	84	78	70	66	70	65,54	68,53
Animal	16	22	30	34	30	34,46	31,47

Aucune conclusion tangible ne peut cependant être tirée de ces chiffres, vu que les productions des deux règnes, végétal et animal, sont en crise continue et que les tendances ne reflètent pas d'éléments significatifs. Cependant l'analyse de la valeur de chaque culture ou de celle des groupes de cultures, permet de relever les points saillants du secteur agricole libanais.

DANS LE REGNE VEGETAL

L'arboriculture fruitière est confirmée dans sa première position - et de loin - parmi toutes les autres familles de cultures. Son importance s'accroît par rapport aux années précédentes. Cette évolution est normale vu l'adaptation de ce groupe de cultures aux conditions libanaises. Elle est par ailleurs fort intéressante du point de vue économique, l'arbre étant un capital à durée de vie respectable, dont la rentabilité suit un cycle progressif et qui, une fois établi, ne demande pas un investissement annuel de base aussi important. Les agrumes gardent la première place, suivis des pommes, de la vigne, du bananier et des autres fruits divers.

Les cultures maraîchères et ornementales qu'elles soient de

plein champ ou menées sous abri, occupent la seconde place bien après la première. Elles aussi, s'adaptent particulièrement aux conditions naturelles et économiques de l'agriculture libanaise.

Les grandes cultures suivent; elles reprennent une troisième position perdue en 1992 au profit des cultures industrielles pour des raisons de conjoncture économique, particulièrement pour la pomme de terre. Ces cultures sont parmi les plus aléatoires dans le contexte de la politique de quasi «laisser faire» des autorités libanaises. Leur risque demeure important.

Chez les cultures industrielles qui occupent la quatrième place, notons une mauvaise année (cyclique) pour les olives mais une nette amélioration chez le tabac et la betterave sucrière, par suite d'une intervention de l'Etat.

Nous soulignerons enfin que les cultures prohibées n'ont plus d'existence significative, celles qui, en pleine guerre, avaient constitué la part la plus importante de la production intérieure brute agricole. Il n'y a dans cette affirmation aucune nostalgie, mais un profond regret que ceux qui - au Liban comme à l'étranger - ont pris la courageuse décision de mettre un terme à la production du cannabis et du pavot au Liban, n'aient pas d'abord pensé à compenser cette décision par des activités économiques rurales au moins aussi lucratives.

DANS LE REGNE ANIMAL

L'élevage avicole en pleine crise s'est fait distancer en 1993 par la production laitière qui, après la fin des hostilités reprend une place prépondérante.

Suivent les élevages destinés à la boucherie, la pêche et les autres productions animales.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE AGRICOLE AU LIBAN (PIBA) 1961 - 1993

Un des intérêts de notre rapport réside dans le fait que depuis 41 ans, il abouti chaque année à l'estimation de la production intérieure brute agricole par la consolidation des

valeurs des productions, prises à l'échelle nationale.

Par ailleurs, l'analyse de l'évolution de la PIBA sur plusieurs années permet de connaître les tendances globales du secteur agricole. Afin de pouvoir assurer une comparaison des chiffres annuels, présentés en valeur courante, nous leur avons appliqué l'indice des prix à la consommation, exprimant ainsi la PIBA en valeur constante. Cette comparaison sur plusieurs décennies (1961 - 1993), est sujette au phénomène de distorsion. Pourtant les tendances demeurent très représentatives et font ressortir clairement l'évolution de la PIBA.

Pendant les premières quinze années étudiées (1960 - 1975) l'agriculture libanaise avait assuré une croissance de sa PIBA. Cependant cette croissance était réduite et peu significative. Ceci fait ressortir que malgré les moyens disponibles et les projets mis en œuvre pour le développement du secteur agricole, les autorités libanaises n'avaient pas réussi à être très performantes.

Avec la guerre - et malgré ses destructions qui n'épargnèrent aucune région - l'agriculture maintient sa croissance. Celle-ci fut lente pour la plupart des productions avec des variations selon les années. Les cloisonnements géographiques et le manque de sécurité dans le pays avaient maintenu les prix agricoles à un niveau encore intéressant pour les producteurs. Cependant le facteur clé de la progression rapide et importante de la PIBA fut l'extension impressionnante des cultures prohibées. Elles assurèrent pendant quelques années une part essentielle de la PIBA avec un sommet en 1986.

Le succès des campagnes d'éradication du cannabis et du pavot, ainsi que l'affaiblissement du secteur agricole en général ont ramené la PIBA depuis 1991 à son niveau de 1963! Le fait qu'aucun redressement ne soit constaté depuis l'arrêt de la guerre du canon, laisse fort à craindre que le secteur agricole ne soit condamné par ceux qui en sont responsables, à l'oubli, c'est-à-dire une mort lente.

BAALBECK - HERMEL: FIN DE LA MARGINALITE

Les modes de vie dans le milieu rural de Baalbeck - Hermel, cette partie de la Békaa, sont plus hétérogènes que dans les campagnes des autres mohafazats du pays.

Malgré l'exiguïté de la région et l'intensité du mouvement de polarisation et d'interdépendance qui se noue plus loin, au sein de la ville de Zahlé, dans le domaine de l'industrie, des finances, du commerce, de l'enseignement et de la politique, il est à remarquer que Baalbeck - Hermel reste l'une des agglomérations régionales les plus touchées par le processus induit par l'exode et la marginalisation dus à l'absence de l'Etat durant la guerre. Les efforts fournis par le gouvernement libanais, joints à ceux de la communauté internationale, sont maintenant efficaces dans l'assainissement.

Cette partie du Liban contraste ainsi, par son type et son niveau de développement urbain, avec la plupart de ses entourages les plus éloignés du Mont-Liban. Cette région souffre souvent de la marginalisation, du conservatisme, du clanisme et du nomadisme. Pourtant il ne manque pas à certaines strates sociales vivant dans ces lieux, un certain nombre de critères satisfaisants, utilisés d'habitude pour mesurer le niveau de vie, tels la consommation de viande, de l'électricité, des services de loisirs, des comforts domestiques et la fréquentation de «bonnes» écoles privées. La vie pastorale du nord, l'émigration au sud, la contrebande à l'est et la culture et le commerce du chanvre indien et du pavot à l'ouest et au centre introduisent certes des moyens

d'aisance mais pas le dynamisme du développement socio-économique.

Les données statistiques montrent que le nombre de villages de cette région représente un peu moins de la moitié du nombre des villages du caza de Baalbeck et réunit un bon nombre d'écoles privées non subventionnées par l'Etat. Toutefois une grande différenciation existe quant à la qualité de l'enseignement dans les écoles privées de Zahlé par exemple et Baalbeck. Preuve en est qu'une bonne partie des élèves de la région fréquentent les écoles privées de Zahlé, nettement mieux équipées et dotées de grandes capacités en matière de langues étrangères.

Par ailleurs, la région de la Békaa souffre d'une pénurie relativement importante dans le domaine des services sanitaires. Les données statistiques disponibles montrent que le nombre d'hôpitaux privés dans la Békaa était limité à 10, pour un total de 515 lits soit environ 7% du nombre total des lits au Liban en établissements privés pour une population représentant 13% de la population du pays. L'absentéisme du personnel, l'obsolescence du capital physique, la rigidité administrative et l'insuffisance des fournitures et des produits médicaux de base, sont les traits dominants de ce secteur public dans la région.

La répartition du corps médical et des spécialistes selon les régions manifeste des

CONCLUSION

AU terme de l'élaboration de notre 41^e Rapport annuel sur la production agricole libanaise, nous avons achevé une analyse mise à jour, claire et chiffrée:

- du cadre institutionnel du secteur agricole
- des conditions naturelles de 1993
- de l'état des facteurs de production
- de la commercialisation des produits agricoles
- de l'action et des projets de l'Administration libanaise.

Il apparaît que le secteur agricole libanais poursuit depuis quelques années - malgré la fin de la guerre - une lente agonie.

La Production Intérieure Brute Agricole de 1993 a rejoint en valeur constante celle de 1964! Pour que trente ans après, nous en soyons revenus au même point malgré les techniques nouvelles et les moyens mis en œuvre, c'est que le secteur est réellement en mauvaise santé. Il faut également ajouter que ce résultat négatif en valeur, s'accompagne d'une augmentation quantitative de la production. En d'autres termes, l'agriculture libanaise produit plus, alors que ses rentrées diminuent. La gravité de ce bilan est évidente.

Si les conditions de production nous sont apparues comme très peu performantes et que la situation de l'écoulement des produits agricoles est si dramatique tant pour les producteurs que pour les consommateurs;

si la concurrence des produits agricoles provenant des pays limitrophes, empêche les producteurs libanais de cueillir le fruit de leur effort et les entraîne vers une situation déficitaire insupportable;

il est clair et évident que l'Etat est plus que jamais appelé à jouer un rôle prépondérant de sauvetage et de relance du secteur agricole.

Or l'analyse de l'attitude du gouvernement libanais laisse craindre le pire:

1 - Il n'existe pas au Liban un plan d'aménagement du territoire ni même un plan d'occupation des sols. De ce fait -



et depuis 1943 - les meilleures terres agricoles du pays sont perdues au profit d'un urbanisme non contrôlé. Autrement dit, la tendance actuelle risque d'aboutir, dans un proche avenir, à la disparition de la surface agricole utile.

2 - Il n'existe pas au Liban une politique sociale concernant le monde rural. Privé de sécurité sociale ainsi que d'un degré minimum de services d'éducation, d'hospitalisation, d'infrastructure, de communication et de loisirs, l'agriculteur a entrepris une migration professionnelle en dehors de l'agriculture, privant celle-ci de bras.

3 - Il n'existe pas au Liban de politique visant à la sécurité alimentaire des citoyens. La D.G.C.B.S. ne traite que les besoins en blé et sucre. Et le reste? Le monde se dirige vers une pénurie alimentaire certaine, le Liban ne doit-il pas commencer à y penser et à prendre les mesures adéquates?

4 - La politique du «laisser faire» adoptée jusqu'ici par l'Etat libanais, «agrémentée» de quelques mesures souvent marginales et arrivant trop tard, ne peut prétendre assurer le sauvetage et la relance de l'agriculture. Il est grand temps que les responsables des destinées du pays, définissent leurs options sociales desquelles découlent les options économiques qui permettent aux ministres d'avoir un plan pour leur département. Ce plan, exprimé sous forme de projets, pourrait alors bénéficier d'une politique sectorielle, cadre d'exécution et de contrôle de ces projets. Cet enchaînement est impératif si l'on veut reconstruire un pays en omettant la spéculation et l'improvisation.

Il est grand temps de s'y atteler car une société sans racines est une société sans avenir.

R. F. SAADE

déséquilibres non moins prononcés: la part relative de la Békaa ne dépasse pas en effet 7% du corps médical, 4,6% des spécialistes en pédiatrie, 6% des spécialistes en maladies internes. Cette mauvaise répartition s'applique encore davantage au personnel paramédical.

En ce qui concerne le niveau de consommation de viande, il faut distinguer trois modes:

Dans les milieux urbanisés où le niveau de consommation de viande dépend directement du niveau de revenu, les familles moyennes de cinq personnes qui ont un revenu de 300 dollars achètent par semaine en moyenne 1,5 à 2,5 kilos de viande de bœuf ou mouton. Dans le milieu villageois, une bonne partie des paysans engraisent habituellement un mouton afin de l'égorger et le conserver pour la consommation de l'hiver. Le niveau de la consommation est supérieur d'1,5 kg par semaine par rapport à la consommation urbaine.

Dans le milieu pastoral les gens sont obligés d'égorger occasionnellement une partie de leur troupeau, lors des fêtes ou lorsqu'il est nécessaire de tuer des animaux malades. En règle générale, la consommation de viande dans ce milieu est nettement supérieure aux autres.

Les rares données disponibles sur la situation de l'emploi dans la Békaa montrent que le nombre de résidents dans cette région, ayant un emploi, touche environ

110.000 personnes. Cela représente un taux d'emploi pour la région de l'ordre de 27%. Ce taux dépasse les 50% pour les groupes d'âge de 20 à 49 ans, puis tend par la suite à diminuer. 25% environ de la population restent attachés à la production agricole et particulièrement à l'élevage.

Quant à la force de travail occupée dans l'agriculture, les données officielles indiquent qu'elle représente environ 25% des résidents ayant un emploi dans la région soit environ 30.000 actifs. La distribution de cette force de travail agricole par sexe révèle qu'environ 90% sont du sexe masculin contre 10% du sexe féminin; mais cette évaluation de la main-d'œuvre féminine doit être envisagée avec réserve, eu égard au peu de déclarations faites en la matière. Le travail saisonnier agricole dans la Békaa en général et dans la région de Baalbeck-Hermel constitue une partie importante de la force de travail agricole disponible, étant donné l'accélération relative du processus de capitalisation.

Les principales sources d'offres de travail notamment en ce qui concerne les femmes et les enfants sont évaluées. Par ailleurs il faut signaler l'importance non négligeable de la main-d'œuvre saisonnière non libanaise, transhumante ou non, venant dans la Békaa depuis mars jusqu'à octobre. Ces flux suivent les périodes accrues de production et viennent parfois grossir les profits illicites.

LES EFFORTS DE L'ETAT

L'Etat s'est donné les moyens de réprimer les cultures illicites et les services spécialisés de la police de la région de Baalbeck sont efficaces. Début août, le bureau de lutte contre la drogue a détruit du haschisch dans quatre parcelles représentant au total une superficie d'environ 2000 mètres carrés, près du village de Yammouné. Le 10 août 1994, le ministre de l'Agriculture M. Adel Cortas a donné le coup d'envoi du programme des Nations Unies pour le développement rural dans cette région de Baalbeck-Hermel. Des locaux ont été mis à la disposition du programme, dans la ville même de Baalbeck, et M. Henrik Van Der Kloet, coordinateur des Nations Unies pour l'aide au développement du Liban, ainsi que des hauts fonctionnaires chargés de la mise en place et de l'exécution de ce programme étaient présents sur place.

M. Cortas a énuméré les différents volets que comporte le programme des Nations Unies qui vise à aider les paysans et travailleurs de la région à se recycler après que l'Etat soit parvenu à enrayer définitivement la plantation des cultures illicites, jusqu'à celle du «haschisch».

J-M. C.